

AFFAIRES

	S&P/TSX 12 035,57 -25,05 (-0,21%)
	TSX CROISSANCE 2456,69 +3,28 (+0,13%)
	QUÉBEC 30 1175,89 +3,62 (+0,31%)
	DOW JONES 12 002,37 -9,36 (-0,08%)
	DOLLAR 88,89 ¢US +0,24 ¢

Les victimes de Norshield doivent patienter

Les audiences prévues en Ontario retardées de six à huit semaines
PAGE 5

Merck muette sur sa dette de 2 milliards au fisc

Les résultats du groupe plombés par les poursuites dans l'affaire du Vioxx.
PAGE 9

PLUS-VALUE

L'industrie forestière crie famine. Où donc investir ?

Les titres du secteur ont reculé de 38 % depuis deux ans. Est-ce le temps d'acheter ?
PAGES 6 ET 7

MICHEL GIRARD Commissions en folie

En trois ans et demi, un couple a payé des frais de 78 247 \$
PAGE 8

LE CHIFFRE DU JOUR

13 558

La Bourse de Madrid a terminé hier sur un record de clôture, l'indice Ibex-35 finissant à son plus haut avec 13 558 points, en hausse de 0,7 % par rapport à jeudi.

Source : AFP

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES

COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
AcquiZition.biz

VAL D'ISÈRE

UNE EXPÉRIENCE
DE SKI EXCEPTIONNELLE

WWW.SPORTVAC.COM

SPORTVAC TOURS Les Éditions gesca

CONTACTEZ-NOUS
POUR PLUS D'INFORMATION :
514 861-7587
ROBERT CLOUETTE AU POSTE 246
OU 1 888 776-7882

DU 19 AU
27 JANVIER

Forfait comprend
Vol | Transferts privés
7 nuits à l'hôtel Christiania 4★ en occ. double
Petits-déjeuners et soupers
6 jours de ski Espace Killy
Taxes | Cadeau | Activités sur place
Accompagnateur : Robert Clouette

3499\$



« Le monde tel qu'il est actuellement demande beaucoup d'énergie, ça nous prend de la jeunesse. »

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

POURQUOI CET HOMME EST INQUIET

HENRI-PAUL ROUSSEAU Y VA LUI AUSSI DE SES SUGGESTIONS POUR UN QUÉBEC PERFORMANT

MICHÈLE BOISVERT

Henri-Paul Rousseau a de folles ambitions. Il voudrait que le Québec devienne une société vibrante, où l'excellence est valorisée, où les jeunes débordent d'une envie dévorante de bâtir et où ceux qui ont réussi se feraient un devoir de transmettre leurs connaissances à la génération qui les suit.

Ce n'est malheureusement pas le cas et le grand patron de

la Caisse de dépôt et placement du Québec est inquiet. Comme plusieurs, Henri-Paul Rousseau est préoccupé par le déclin démographique du Québec. S'il convient que notre niveau de vie a formidablement progressé au cours des 25 dernières années, il rétorque que ce passé est loin d'être garant de l'avenir. « On n'a pas idée, dit-il, du degré de compétition auquel on fait face. »

Le peu d'importance qu'on accorde à notre jeunesse le fait frémir, alors que nos jeunes sont

une denrée rare. Le Québec, est-ce nécessaire de le rappeler, fait face à un vieillissement accéléré de sa population. « Une population qui vieillit, et ça c'est vrai partout, est une population plus conservatrice. Le monde tel qu'il est actuellement demande beaucoup d'énergie, ça nous prend de la jeunesse. »

Celui qui se verra décerner, la semaine prochaine, le titre de Grand Montréalais par la chambre de commerce du Montréal métropolitain, caresse un rêve pour la métropole. « Dans le fond, il

faudrait que Montréal devienne un grand jardin pour tous les talents, dans tous les secteurs d'activité. Si on est capable d'attirer des jeunes avec beaucoup de talent, beaucoup d'ambition, dynamiques, entreprenants dans tous les sens du mot, notre avenir sera plus certain. Il faudrait que les jeunes aient de l'ambition, trop d'ambition pour faire face à la musique. »

UNE GRANDE ENTREVUE
EN PAGE 3

300 millions pour le bois

TOMMY CHOUINARD

TROIS-RIVIÈRES — Le gouvernement Charest allonge près de 300 millions de dollars supplémentaires en quatre ans pour répondre à la crise forestière et appuyer la restructuration de l'industrie.

Mais le premier ministre Jean Charest prévient que le plan d'aide dévoilé hier ne pourra empêcher d'autres fermetures d'usines, d'autres licenciements.

« Il faut être lucide et franc. Il faut reconnaître qu'une restructuration a des conséquences. On ne peut pas nier qu'il y aura d'autres fermetures et pertes d'emploi », a-t-il expliqué en conférence de presse, en compagnie des ministres Pierre Corbeil, Raymond Bachand, Michelle Courchesne et Julie Boulet.

Le plan d'aide contient un train de mesures qui totalisent 722 millions de dollars en quatre ans. Québec recycle toutefois 425 millions qui avaient été annoncés dans le dernier budget Audet mais n'avaient jamais été dépensés.

Le gouvernement Charest vient en aide aux travailleurs qui perdent

leur emploi avec des investissements de 54,8 millions de dollars. Il crée un nouveau programme de soutien aux travailleurs âgés de 55 à 59 ans victimes de licenciements. Ceux qui sont incapables de se replacer auront accès à une prestation comparable à la rente de retraite

« Mon devoir est d'abord d'aider les travailleurs. L'industrie ne dira pas que c'est parfait. Mais c'est quand même l'argent des contribuables! »

versée à 65 ans par la Régie des rentes, c'est-à-dire 844,58 \$ par mois.

Ils n'auront pas à liquider leurs actifs et pourront profiter de cette aide pour une période maximale de cinq ans. « C'est franchement un geste de compassion », a lancé la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Michelle Courchesne.

Québec propose également des

mesures pour favoriser la retraite anticipée des travailleurs plus âgés. Ces travailleurs pourront toucher jusqu'à 6000 \$ par année pendant trois ans. Quelque 1490 personnes pourraient en bénéficier.

Un autre programme permettra à 1150 travailleurs licenciés de recevoir une formation tout en conservant les mêmes revenus qu'au moment où ils bénéficiaient de l'assurance-emploi.

Enfin, Québec verse 10 millions de dollars dans le nouveau programme d'aide aux travailleurs âgés annoncés plus tôt cette semaine par le gouvernement fédéral.

Jean Charest s'est dit « déçu » qu'Ottawa n'accorde que 19 millions pour le Québec.

➤ Voir BOIS en page 4

AUTRES TEXTES

➤ L'industrie soupire, les syndicats applaudissent.

➤ Manque de vision, manque d'ambition.

À lire en page 2

POINTS SAILLANTS

Voici les points saillants du plan d'aide au secteur forestier :

> Mesures de soutien aux travailleurs, surtout ceux de 55 à 59 ans : 54,8 millions ;

> Mesures de soutien aux communautés pour la diversification de l'économie: 45 millions ;

> Nouvelles approches de gestion forestière (chemins d'accès, reboisement, lutte contre les incendies) : 197 millions ;

> Maintien d'un fonds pour financer des projets de modernisation : 425 millions.

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

88,89 ¢US

VARIATION +0,24 ¢

0,7042 €

VARIATION +0,0015 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US 1,1250 \$

UN EURO 1,4199 \$

AUTRES DEVISES

Australie	dollar	0,8537
Chine	renminbi	0,1424
Grande-Bretagne	livre	2,1193
Hong Kong	dollar	0,1446
Inde	roupie	0,0248
Japon	yen	0,0095
Mexique	peso	0,1038
Norvège	couronne	0,1683
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7523
Suède	couronne	0,1540
Suisse	franc	0,8937

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

56,83 \$US

VARIATION -1,68 \$US

Light Sweet Crude 58,58 \$US

North Sea Brent 56,68 \$US

OR (NY Gold)

593,00 \$US

667,13 \$CAN

VARIATION -6,00 \$US



LES VINS DE CHIRAC À VENDRE

Château Petrus, Romanée Conti, Château Margaux: la Ville de Paris a attiré hier des acheteurs du monde entier, en mettant aux enchères près de 5000 grands crus de sa prestigieuse cave, un trésor constitué alors que Jacques Chirac était encore maire.

Dès le premier jour de cette vente, qui s'achève aujourd'hui, les prix des précieux flacons se sont envolés, avec notamment 5000 euros l'unité (7122 dollars canadiens) pour deux bouteilles de Romanée Conti 1986, un bourgogne mis à prix à 1500 euros.

« Je ne sais pas si ces prix sont fous, mais ils sont déraisonnables », a assuré à l'AFP un négociant européen, Bruno Gueuning.

« L'estimation de départ pour ces deux jours de vente est de 550 000 euros, mais ce sont 800 000 euros qui pourraient finalement retomber dans le budget de la mairie », a assuré Claude Maratier, l'expert chargé par la municipalité d'évaluer les 793 lots mis à la vente.

Élu maire en 2001, le socialiste Bertrand Delanoë a promis « de réduire les frais de réception ».

« Servir 10 bouteilles de Petrus lors d'un repas, c'est mettre 25 000 euros sur la table, et ce n'est pas forcément très raisonnable », explique M. Maratier.

D'après AFP

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2342,30	1,36	0,06
S&P 500 (New York)	1368,60	1,64	0,12
Mexico Bolsa	23233,48	64,96	0,28
Brazil Bovespa Stock	38642,82	-276,93	-0,71
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3685,70	9,24	0,25
FTSE 100 (Angleterre)	6155,20	-0,80	-0,01
CAC 40 (France)	5375,35	15,61	0,29
DAX (Allemagne)	6202,82	25,40	0,41
IBEX 35 (Espagne)	13558,00	94,30	0,70
Milan MIB30 (Italie)	39523,00	55,00	0,14
Amsterdam Exchanges	489,30	-1,06	-0,22
OMX (Stockholm)	1094,22	4,33	0,40
Swiss Market (Suisse)	8643,02	22,34	0,26
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	16651,63	100,27	0,61
Hang Seng (Hong Kong)	18113,55	126,58	0,70
S&P/ASX 200 (Australie)	5335,40	50,10	0,95

LA PRESSE AFFAIRES

Plan Charest sur les forêts

L'industrie soupire, les syndicats applaudissent

MAXIME BERGERON

À Lebel-sur-Quévillon, petite ville d'Abitibi devenue malgré elle le symbole de la crise forestière qui frappe le Québec, le « plan Charest » a été reçu avec scepticisme, hier.

« C'est un pas dans la bonne direction, mais il m'apparaît clair que ce n'est pas ça qui va faire repartir les usines demain », a indiqué à La Presse Affaires Gerald Lemoyne, maire de la municipalité de 3300 âmes, où 700 travailleurs ont perdu leur emploi depuis 11 mois.

La réaction du maire Lemoyne illustre bien l'accueil qu'a reçu le plan déposé hier midi par le gouvernement de Jean Charest.

En réaction à la crise majeure qui frappe l'industrie forestière, Québec injectera 305 millions de dollars d'argent frais au cours des quatre prochaines années, a-t-on annoncé. Les diverses mesures prévues visent à aider tant les entreprises que les travailleurs et les municipalités.

Les syndicats ont unanimement applaudi les millions qui seront alloués pour le soutien aux travailleurs. Les représentants de l'industrie, eux, ont exprimé beaucoup plus de réserves.

Guy Chevette, PDG du Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), a tenu à souligner « qu'un travail immense reste à faire, notamment au niveau de la réduction de la lourdeur administrative ».

Aussi, même s'ils saluent les mesures d'aide aux travailleurs et aux municipalités, les dirigeants du CIFQ ont noté plusieurs zones d'ombre dans le plan dévoilé hier. Ils demanderont une rencontre avec le gouvernement le plus tôt possible pour éclaircir ces points.

M. Chevette s'interroge notamment sur la somme de 150 millions destinée à financer des fonds de roulement et des projets de regroupement dans les entreprises. « C'est des prêts, si j'ai bien compris, et non pas des programmes de subvention. Pour tout ce qui est prêt, il faut que tu aies la capacité d'emprunter. C'est ça que les présidents (du CIFQ) veulent vérifier », a dit M. Chevette pendant un entretien.

« J'ai un actuaire et un écono-

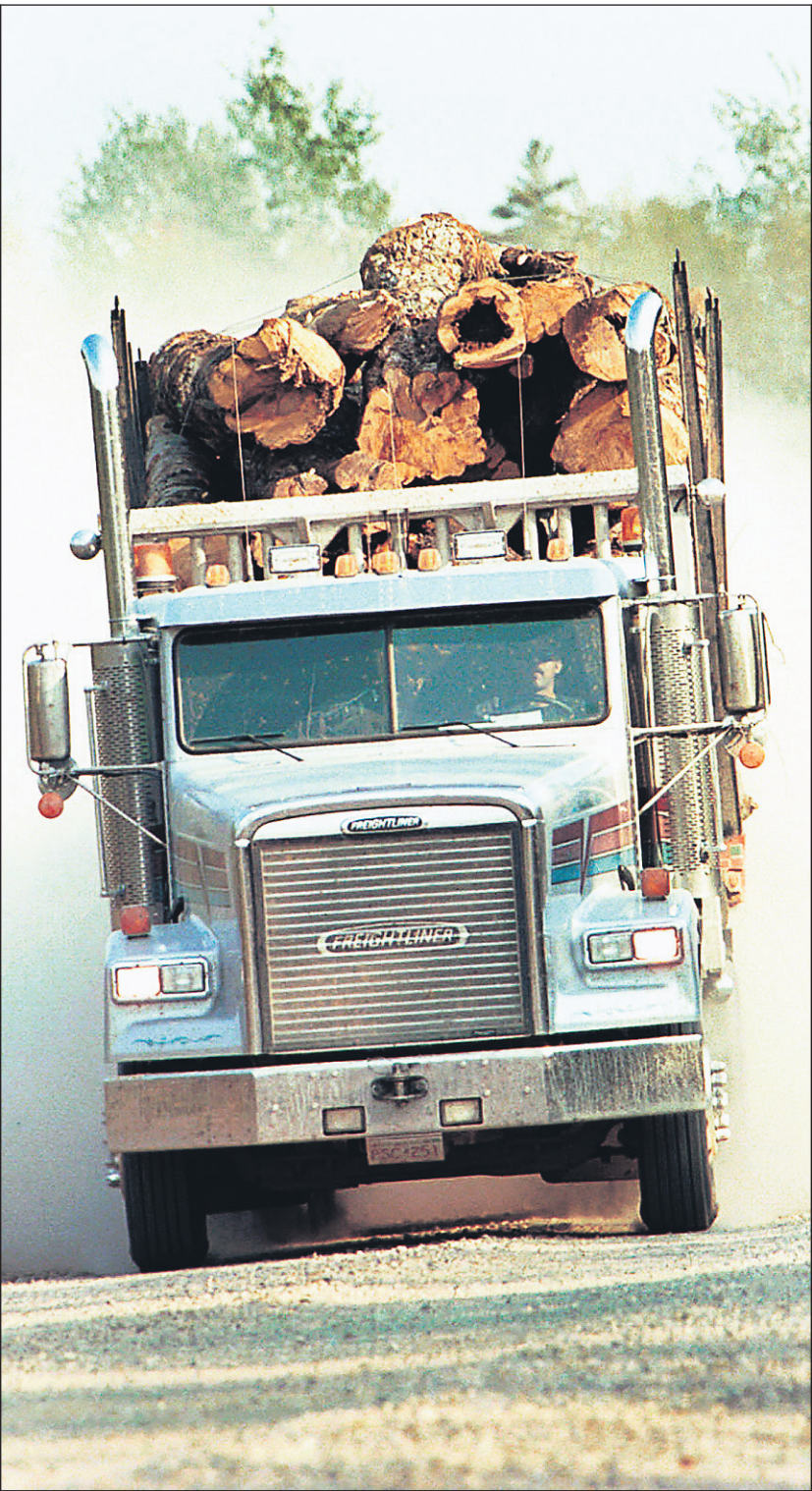


PHOTO NORM BETTS. BLOOMBERG NEWS

Afin de donner un répit à l'industrie forestière, Québec a décidé d'injecter 305 millions de dollars en plus.

miste qui me disaient qu'ils ne comprenaient pas l'approche. C'est pour ça qu'on a sollicité une rencontre », a-t-il ajouté.

Abitibi Consolidated a aussi réservé un accueil mitigé au plan Charest. Denis Leclerc, di-

recteur principal des affaires publiques, a parlé d'un pas dans la bonne direction. « Mais il reste beaucoup à faire pour que l'industrie redevienne concurrentielle », a-t-il dit.

Dans une autre grande entre-

Manque de vision, manque d'ambition

L'opposition très critique à l'endroit du plan libéral

PAUL ROY

QUÉBEC — Un plan « sans vision », a dit André Boisclair; un plan « sans ambition », a commenté Mario Dumont.

L'opposition, qui a critiqué toute la semaine la gestion gouvernementale de la crise dans l'industrie forestière québécoise, a réagi de façon très critique à l'annonce du plan d'aide de 722 millions présenté hier par le gouvernement Charest.

Une seule mesure a semblé trouver grâce aux yeux des deux partis d'opposition: l'aide de 55 millions destinée aux travailleurs âgés de 55 ans et plus.

« L'opposition avait réclamé un plan d'urgence, ce que le gouvernement propose aujourd'hui, c'est un plan de rationalisation », a déploré le chef péquiste André Boisclair.

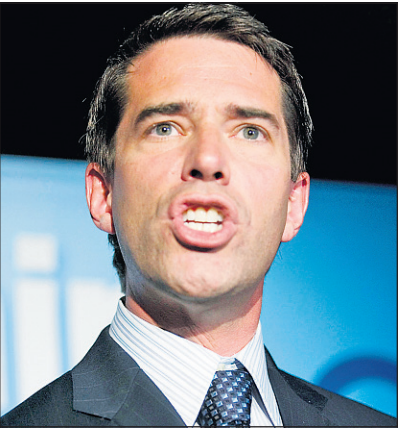
« Ce que le gouvernement dit, c'est: Attachez vos tuques, il va venter. Nous autres on va ramasser les victimes, mais on va se cacher derrière les banques, qui sont frioleuses au risque, pour que cette restructuration se fasse. »

Ce faisant, croit M. Boisclair, le gouvernement oublie une des recommandations fondamentales du rapport Coulombe, qui était « l'appui pour la diversification économique des régions du Québec ».

Il dit craindre que « sans vision d'avenir », le Québec se retrouve avec les mêmes problèmes dans cinq ans. « Ma conviction, c'est qu'on ne tire pas encore le maximum de la ressource, que notre ressource est encore enlignée vers les usines de pâte et papiers, et qu'il n'y a pas d'exigences pour une deuxième ou une troisième



Mario Dumont (à gauche) et André Boisclair n'ont pas manqué de critiquer vivement le plan libéral.



PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE ©

transformation. Ça, c'est la chose la plus fondamentale qui manque dans ce plan. »

Mario Dumont, le chef de l'Action démocratique, croit pour sa part que le gouvernement a raté une chance: celle de profiter de la crise actuelle pour innover, pour rebondir: « Les crises sont l'occasion de faire les choses différemment, et il n'y a rien là-dedans qui donne ce genre d'élan-là. Moi, je souhaitais une corvée nationale de travaux forestiers, de reboisement, d'aménagement de la forêt. Et il n'y a pas un sou là-dedans. »

L'ADQ préconise entre autres de retourner aux régions une partie des redevances sur les droits de coupe, de créer des fonds d'autonomie régionale, d'élaborer des solutions décentralisées. « Les régions veulent avoir un plus grand contrôle sur leur forêt. C'est toujours le gouvernement qui arrive dans une crise, 18 mois en retard, et essayant de

jouer au sauveur en distribuant de l'argent. »

Et André Boisclair et Mario Dumont estiment que le plan libéral ne réduira pas substantiellement le coût de la fibre, qui est plus élevé de 10 \$ le mètre cube au Québec qu'en Ontario. « L'effet des mesures, c'est environ 3 \$ le mètre cube », a dit le chef péquiste, pour qui le Québec va continuer d'occuper une place désavantageuse par rapport à la province voisine.

Les deux leaders réclament également qu'on réunisse les acteurs de l'industrie. André Boisclair parle d'un « sommet ». Le mot effraie Mario Dumont, qui ne veut pas qu'on prenne « six mois » pour organiser cette rencontre.

Le chef péquiste s'en est par ailleurs pris au gouvernement fédéral et à sa contribution pour les travailleurs âgés. « Cette contribution est ridicule, et je pèse mes mots. C'est des pinottes. »

prise, qui a refusé de commenter publiquement, on estime que les mesures annoncées hier n'changeront pas grand-chose aux problèmes de compétitivité du Québec. Le coeur du problème repose et continuera à reposer dans le prix de la fibre, beaucoup plus élevé ici qu'ailleurs, nous a-t-on dit.

Les dirigeants du géant Domtar ont quant à eux préféré « analyser le plan en détails » avant de se prononcer la semaine prochaine.

Du côté syndical, on a applaudi la mise en place de mesures de soutien aux travailleurs, qui totalisent 54,8 millions de dollars. Et déploré à l'unisson l'inaction du gouvernement fédéral dans le dossier.

« On sait reconnaître un bon coup lorsqu'on en voit un », a déclaré Henri Massé, président de la FTQ.

Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, s'est elle aussi réjoui du plan gouvernemental. Elle a entre autres salué les mesures d'aides financières qui seront offertes aux travailleurs « non-reclassables » de 55 ans et plus.

Les villes veulent participer

Dans les villes et villages, dont certains pourraient carrément disparaître si les fermetures d'usines continuent au même rythme, on a accueilli favorablement le plan Charest, qui comprend 45 millions pour le soutien aux communautés.

Toutefois, tant la Fédération québécoise des municipalités (FQM) que l'Union des municipalités ont insisté pour que le gouvernement provincial leur fasse une place dans les discussions visant à relancer l'industrie forestière.

« On s'est senti exclu depuis le début de cette crise-là, même si on a insisté à plusieurs reprises pour être partie prenante dans la préparation de ce plan-là », a dit Bernard Généreux, président de la FQM, pendant un entretien téléphonique.

En tout, le plan gouvernemental annoncé hier totalise 722 millions de dollars. Cela inclut une enveloppe de 425 millions, annoncée dans le budget de mars dernier, qui servira notamment à prêter de l'argent aux entreprises qui voudraient moderniser leurs installations.

TEMBEC

Terrence Kavanagh prend sa retraite

PRESSE CANADIENNE

La société forestière Tembec a annoncé hier le départ à la retraite de Terrence Kavanagh, vice-président directeur, chef de l'exploitation et président de son groupe des pâtes et papiers, qui sera divisé en deux groupes distincts, chacun devant être dirigé par un vice-président directeur.

Au terme de plus de 30 années de service chez Tembec, M. Kavanagh a fait part de son intention de prendre sa retraite à la fin de l'année. Il demeurera toutefois à la disposition de l'entreprise à titre de conseiller, ces deux prochaines années.

Yvon Pelletier a été nommé vice-président directeur et président du groupe des pâtes. M. Pelletier compte plus de 25 années d'expérience au sein de ce groupe, y ayant exercé des fonctions de direction dans les domaines techniques, opérationnels et commerciaux.

Dan Alexander a quant à lui été nommé vice-président directeur et président du groupe des papiers. M. Alexander est entré au service de Tembec en février à titre de vice-président principal des papiers couchés. Il possède près de 30 années d'expérience en tant que propriétaire et exploitant d'usines de papier.

MM. Pelletier et Alexander relèveront de M. Kavanagh jusqu'à son départ à la retraite, en décembre.

CINQ QUESTIONS

Q De quoi êtes-vous le plus fier depuis votre arrivée à la Caisse en septembre 2002 ?

R Ce dont je suis le plus fier est d'avoir aidé à clarifier le mandat de la Caisse et d'avoir contribué à améliorer sa gouvernance.

Q Plusieurs affirment qu'en clarifiant le mandat de la Caisse, c'est-à-dire en faisant du rendement sa priorité et en plaçant le développement économique en corollaire, vous avez abandonné le développement du Québec. Que répondez-vous ?

R C'est totalement faux. Il n'y a pas de développement économique qui n'est pas rentable. Jean Lesage, dans son discours de 1965 où il approuve la loi de la Caisse, le dit : la Caisse n'a pas à se substituer à l'État. Jamais elle ne devrait encourir un coût pour une activité de financement. C'est très clair. C'était dans le discours, mais pas dans la loi. On n'a pas modifié le mandat, on l'a clarifié.

On n'a abandonné le Québec d'aucune façon. On est présent plus que jamais. Mais notre présence n'est plus en compétition avec l'industrie financière du Québec, elle est en complémentarité. Il y a eu une ambiguïté pendant un bout de temps. On croyait que la Caisse pouvait faire la même chose que la SGF et Investissement Québec. C'est faux et ça ne devrait jamais être comme ça.

Q La Caisse, comme plusieurs grands régimes de retraite dans le monde, a adhéré aux principes d'investissement responsable de l'ONU. Comment concilier rendement et investissement responsable ?

R On a eu de nombreuses discussions à la Caisse pour décider de notre positionnement en tant qu'investisseur responsable. Pour nous, rendement et investissement responsable ne s'excluent pas. L'activisme des actionnaires est un rôle qu'on doit assumer et qui nous donne un certain leadership. C'est cependant difficile.

Le matin des fois, je vous avoue, on vote des choses et on est certain que c'est ce qu'il faut faire. L'après-midi, on a la position d'un autre investisseur sur le même sujet et là on se dit : ah ben, c'est eux autres qui l'ont, on s'est trompé. C'est très difficile, parce que vous entrez dans des choses de détail. La rémunération des dirigeants, la structure de gouvernance, le rôle des actionnaires minoritaires, les actions à droit de votes multiples. Ce n'est pas blanc et noir, c'est du gris.

Q Vous êtes très fier d'avoir instauré une culture de méritocratie à la Caisse, comment cela se traduit-il dans les faits ?

R On a installé un système par lequel les décisions sont prises selon le mérite. Nous avons établi un certain nombre de critères qui nous sont apparus essentiels pour atteindre l'excellence. Le premier est la performance financière. Le deuxième est lié aux valeurs qui guident cet investissement. On gère l'argent des autres, l'éthique doit être au centre de toute décision. On valorise aussi la prise de risque et l'audace. Enfin, la transparence est primordiale, nos clients sont au courant de toutes nos décisions.

Q Quels sont vos prochains objectifs comme dirigeant de la Caisse ?

R Je travaille sur la pérennité de l'organisation. Je veux que dans cinq, six, sept ans, quand je vais partir, cette culture de l'excellence soit incrustée à la Caisse. Des fois, les gens me disent, tu dois avoir fini maintenant. Pas du tout, établir les fondements d'une organisation solide et cohérente, ça prend du temps. C'est un héritage que je veux léguer.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Pour Henri-Paul Rousseau, qui s'est bâti à force de bras et de volonté, c'est dans la normalité des choses que les meilleurs soient récompensés et qu'on célèbre leur succès. Il constate cependant que cette façon de penser n'est pas partagée par l'ensemble des Québécois.

Récompensons les meilleurs

Entrevue avec Henri-Paul Rousseau, patron de la Caisse de dépôt



MICHÈLE BOISVERT

DES GENS DES ENJEUX

« La difficulté d'une société comme la nôtre est de continuer à collaborer ensemble, tout en étant capable d'accepter que les plus méritants soient les gagnants. »

Henri-Paul Rousseau carbure à l'excellence. Pour cet homme qui s'est bâti à force de bras et de volonté, c'est dans la normalité des choses que les meilleurs soient récompensés et qu'on célèbre leur succès.

Il constate cependant que cette façon de penser n'est pas partagée par l'ensemble des Québécois. « Il faut avoir le courage de dire qu'il y a des choses à améliorer et ça, au Québec, c'est pas quelque chose de naturel. »

De l'avis du grand patron de la Caisse, cet état d'esprit est en partie ce qui freine notre développement économique. « Si l'on veut relever le défi que pose notre déclin démographique, il faudra miser sur la jeunesse et lui donner le goût de se dépasser. »

Ce qui attriste et inquiète le grand patron de la Caisse de dépôt et placement du Québec, c'est que la jeunesse québécoise manque actuellement de modèles. « Il faut s'occuper des jeunes, leur donner de l'ambition. Je ne perçois pas actuellement une grande préoccupation du leadership civil pour les jeunes. Il faut se soucier du décrochage scolaire,

devienne, avec le temps, une organisation de référence qui attirera les meilleurs éléments dans notre métier. C'est important d'avoir une ambition claire, ça permet à tout le monde de savoir où on va. »

Le numéro 1 de la Caisse n'a pas vraiment le choix. L'entreprise qu'il dirige joue dans la cour des grands. « Nous sommes dans un environnement extrêmement compétitif, c'est une véritable guerre de tranchées. Il y a énormément d'argent dans le circuit mondial qui cherche des rendements. Chaque fois qu'une opportunité se présente, elle peut vous échapper très rapidement. L'excellence est fondamentale. »

25 % et 35 % dépendant de la façon dont on le mesure. En gros, on a 75 % de la richesse et eux, ils en ont 25 %. Ce n'est pas soutenable, ça. »

Alors que les pays émergents entrent de plain-pied dans le système capitaliste et maintiennent ses mécanismes de façon troublante, dira M. Rousseau, les pays occidentaux — le Québec et la France notamment — se demandent encore s'ils doivent libérer le capital et permettre aux gens d'être entrepreneur.

« Oui, il y a de l'immobilisme, mais ce n'est pas une affaire locale. C'est qu'on a de la difficulté, comme collectivité, à accepter une dure réalité : notre planète a changé. Ceux qui disent qu'il faut arrêter la globalisation, *too bad*, c'est fait. Il faut la civiliser, édicter des règles. Mais c'est là pour rester. C'est ça la grosse différence. »

Il n'y a pas de quoi s'en étonner, Henri-Paul Rousseau ne perçoit pas l'arrivée des pays émergents comme une menace, mais plutôt comme la plus grande opportunité qu'on a jamais eue. Il s'estime d'ailleurs chanceux de di-

mon doctorat grâce aux bourses que j'ai décrochées. Je les demandais toutes, je n'avais pas d'argent. »

Le rôle de Québec inc.

D'abord comme professeur, ensuite comme banquier et enfin comme grand patron à la Caisse, Henri-Paul Rousseau est aux premières loges pour constater l'évolution de l'économie du Québec et l'émergence de sa classe d'affaires. « De l'entreprise enregistrée des années 50, les Québécois sont passés à l'incorporation dans les années 70-80, c'était Québec inc. Avec l'accord de libre-échange, on a ensuite assisté à l'émergence du Québec exportateur, du Québec international. »

Le Québec compte donc plus de riches aujourd'hui. Henri-Paul Rousseau déplore cependant que ceux qui ont réussi ne prennent pas vraiment le temps de passer le flambeau à la génération suivante.

« Il faut que les gens de Québec Inc mettent non seulement de leur argent dans les entreprises du Québec, mais aussi et surtout de leur temps. Personne ne remplacera le fait qu'un homme d'affaires, le soir à 8 h, va aller souper avec un jeune qui est en train de partir son entreprise. Le coaching, c'est ça qui est important. C'est ça le rôle de ce qu'on appelle les anges financiers. Chez nous, le capitalisme québécois, il faut qu'il se rende là. Il n'y a pas une institution gouvernementale qui peut remplacer ça. Ça, c'est la société civile qui se prend en main et qui fait progresser son propre système capitaliste. »

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse mboisver@lapresse.ca

riger une entreprise comme la Caisse, un investisseur international.

« On a les pores de la peau ouverts sur la planète et ça rentre de partout. C'est extraordinairement stimulant. C'est une chance unique de vivre au rythme de la planète. C'est passionnant. »

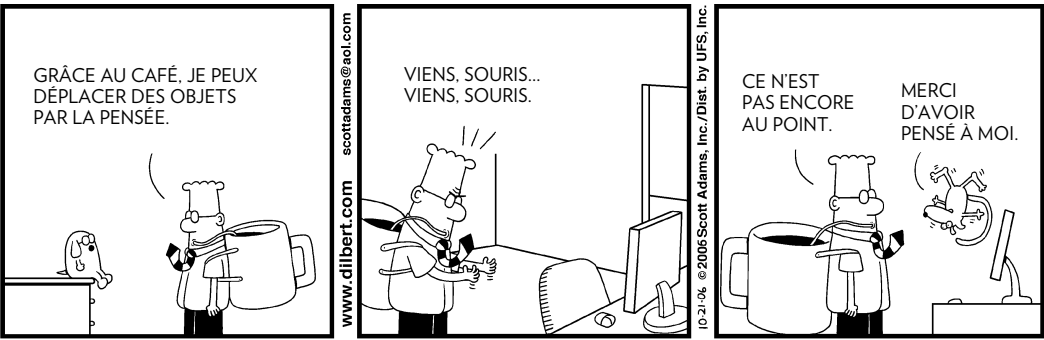
DES RÉGIONS

La crise qui frappe les régions ressources au Québec préoccupe bien sûr Henri-Paul Rousseau. Il a cependant la franchise d'avouer qu'il ne connaît pas la solution pour en sortir.

« Honnêtement, je n'ai pas de réponse. Ce n'est certainement pas une réponse unique, mais ça tourne beaucoup autour de la démographie. Le problème principal des régions aujourd'hui est un problème démographique. Tout le Québec des années 2030 va vivre la même problématique que les régions : sa population va diminuer. C'est ça qui fait mal aux régions. C'est un drame. »

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« La fiction dévoile la vérité que la réalité masque. »

— Jessamyn West, auteur

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

2		8			4	9		
					5			
		6			9	7		8
7						4		
			9		2		6	
9	4	6		8		1		
8	5				1	7		
			7					
			3		1			

Niveau de difficulté : MOYEN

0448

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

2	6	1	8	3	7	9	5	4
8	3	9	1	4	5	6	2	7
4	5	7	9	2	6	3	8	1
9	4	8	5	7	1	2	3	6
3	7	2	4	6	9	5	1	8
6	1	5	2	8	3	7	4	9
5	8	4	7	9	2	1	6	3
7	2	6	3	1	8	4	9	5
1	9	3	6	5	4	8	7	2

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site **www.les-mordus.com** ou écrivez-nous à **info@les-mordus.com**

300 millions pour le bois

BOIS

Suite de la page 1

Le gouvernement Charest ne répond toutefois qu'en partie aux demandes formulées par l'industrie forestière, qui exigeait une aide immédiate de 355 millions de dollars pour réduire le coût de la fibre.

« Mon devoir est d'abord d'aider les travailleurs. L'industrie ne dira pas que c'est parfait. Mais c'est quand même l'argent des contribuables ! » a lancé Jean Charest.

Ainsi, Québec alloue 197 millions de dollars sur quatre ans à des mesures visant à « améliorer la gestion forestière ». Le crédit d'impôt remboursable pour la construction et la réfection des chemins d'accès en forêt passe de 40 % à 90 %, ce qui représente 132 millions de dollars.

Au cours des deux prochaines années, Québec prendra en charge les coûts liés à la lutte contre les incendies et les autres « ravageurs forestiers » au coût de 20 millions. Il s'occupera aussi, pendant trois ans, de la production des plants forestiers destinés au reboisement (45 millions).

Le ministre des Ressources natu-

relles, Pierre Corbeil, a noté qu'il s'agit de « demandes maintes fois répétées par l'industrie ».

Cet automne, Québec déposera un projet de loi à l'Assemblée nationale pour « donner de la flexibilité à l'industrie forestière », a noté Jean Charest. Il permettra aux entreprises de prendre un maximum de 10 % du volume du contrat d'approvisionnement et d'aménager forestier (CAAF) consenti à une usine pour le destiner à une autre. Les entreprises pourront également anticiper le volume de récolte de bois de 10 % pour une année donnée « afin de saisir des opportunités de marché », a dit Pierre Corbeil.

Québec a revu de fond en comble l'aide de 425 millions de dollars présentée dans le dernier budget Audet. Les compagnies forestières ne pouvaient se qualifier pour recevoir cette aide sous forme de garanties de prêt. Pas un sou n'avait été dépensé jusqu'ici.

Québec a assoupli les critères d'admissibilité. Quelque 150 millions serviront à financer des projets de financement de fonds de roulement mais aussi des projets de regroupement. Une autre part, de 275 millions, permettra de lan-

cer des projets d'investissement et d'acquisition d'actifs. Il s'agit à la fois de prêts et de garanties de prêts. Le gouvernement Charest offre son soutien aux communautés affligées par la crise. Le Fonds de soutien aux territoires en difficulté et celui destiné aux municipalités monoindustrielles sont bonifiés de 6 millions et 39 millions de dollars respectivement. Les régions pourront diversifier leur économie, estime Jean Charest.

Le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, assure que ce plan « respecte l'esprit et la lettre » de l'entente sur le bois d'oeuvre conclue avec les États-Unis. « Nous avons pris toutes les mesures raisonnables en ce sens », a-t-il noté. Jean Charest a dit avoir informé les autorités américaines « parce qu'on ne veut pas de surprise ».

Selon le Conseil de l'industrie forestière, d'avril 2005 à octobre 2006, plus de 8000 travailleurs ont perdu leur emploi à la suite de la fermeture permanente ou temporaire d'usines.

« On va traverser la tempête. On va y faire face, et on va en sortir plus fort », a martelé Jean Charest.

contribué à transformer le petit restaurant d'origine en « plaque tournante canadienne » du beigne.

À l'occasion, l'homme d'affaires aujourd'hui âgé de 76 ans se rend incognito dans un Tim Hortons, observant les gens du troisième âge occupés à bavarder, des pères de famille en train d'acheter des beignets pour les jeunes membres d'équipes de hockey, etc.

Pourtant, les actions de l'entreprise qu'il a fondée il y a quatre décennies avec le joueur de hockey Tim Horton puis cédée à Wendys International, en 1996, sont aussi alléchantes pour M. Joyce qu'un beigne sur les tablettes depuis une semaine.

« Franchement, je ne suis pas intéressé. J'apprécie ma vie à l'écart de la chaîne », a-t-il affirmé.

Created a Canadian Empire » affirme que la chaîne a vraisemblablement atteint un plateau pour les investisseurs.

« Ça vaut peut-être autant, mais pas pour moi, je ne sais pas », a déclaré M. Joyce en entrevue, hier, depuis Toronto.

Chiffre élevé

« Ça me semble un chiffre terriblement élevé », a-t-il ajouté.

Son autobiographie constitue un hommage à la chaîne et aux propriétaires de franchises qui ont

Ron Joyce n'a pas l'intention de réinvestir dans Tim Hortons

PRESSE CANADIENNE

HALIFAX — Ron Joyce, cofondateur de la chaîne d'établissements de restauration rapide Tim Hortons, prend plaisir dans le géant du beigne et du café qu'il a mis au monde, mais pas suffisamment pour y réinvestir l'un de ses millions de dollars.

La valeur de l'entreprise sur le marché boursier est de plus de 6,0 milliards, mais l'auteur de « Al-ways Fresh — The Untold Story of Tim Hortons by the Man Who

**AFFAIRES**

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRES BOURSIÈRES
Devenez Trader, apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus. Maison/bureau temps plein/partiel. Formation intensive et suivi personnalisé en temps réel.
* Cours Actions 7 jours: 16 déc. 06, 24 fév. 07
* Cours Options 2 & 3 jours: 2 déc. 06
(514) 666-0306 / 1 (877) 309-0123
www.daytradercanada.com

DAY TRADER demandé avec expérience. Avons capitaux affaires négociés. Envoyez C.V. à: dovoyer@swifttrade.com

ENTREPRENEUR EN CONSTRUCTION
Site stratégique, approuvé CCU pour 8 étages. Condos, Résidence & condos pour 55 ans et +. Site hôtelier & Centre de congrès, prêt à construire. Toutes les études complétées, 450 à 500 unités. Les Résidences Le Bourg-Joie, C. Boulanger 450-582-0971 ou 514-497-0641

FRANCHISE SUBWAY - dans les Laurentides.
Bien située - centre du village. Clientèle locale et touristique, établie dans secteur très populaire. Local et équipement à neuf. Excellente occasion à 149 000 \$. Paul Frenette, Re/Max Ste-Adèle ctrr 514-334-6666 poste 241

IMMOBILIER, St-Jérôme, bureau établi avec clientèle internationale recherche associé pour expansion. Infos confidentielles 819-321-5590

OPPORTUNITÉ D'AFFAIRES Je cherche des leaders aimant travailler en équipe pour représenter un produit: nouveau au pays, demande en pleine croissance, "timing" fantastique, rev. résiduel 450-464-9244 Temps complet/partiel

RECHERCHE INVESTISSEURS
intéressé(e)s à financer un élevage de veaux de grain. Taux d'intérêt offert 10% par année. Garantie: les veaux sont au nom de l'investisseur. Coût d'achat: 350 \$ par tête. Veaux de 200 lb. Durée d'élevage environ 120 jours. A la vente le montant d'achat est remboursé + les intérêts.
819-367-3641

STE-JULIE (Rive-Sud)
OCCASION UNIQUE
PLACEMENT IMMOBILIER
INVESTISSEZ DANS UN CONDO À REVENUS LOCATIFS
GARANTIE DE RENDEMENT
5 ANS SANS SOUCI / GESTION INCLUSE
450-733-0700

**AVIS**

800

AVIS LÉGAUX

AVIS
DESTINATAIRES : Les détenteurs de certificats adossés à des créances avec flux identiques à taux mensuel de série 1999-1STT, catégorie A 1 de 1st Street Tower à 7,013 % totalisant 50 000 000 \$, de certificats adossés à des créances avec flux identiques à taux mensuel de série 1999-1STT, catégorie A 2 de 1st Street Tower à 7,445 % totalisant 75 000 000 \$ et de certificats adossés à des créances avec flux identiques à taux mensuel de série 1999-1STT, catégorie A 3 de 1st Street Tower à 7,767 % totalisant 95 000 000 \$ qui ont été émis par Merrill Lynch Mortgage Loans Inc.

Veuillez prendre note que Compagnie Montréal Trust du Canada (société ayant succédé à Compagnie Montréal Trust) a démissionné de son poste de fiduciaire nommé dans l'acte de fiducie conclu en date du 14 octobre 1999, cette démission prenant effet le 22 janvier 2007. Compagnie Montréal Trust du Canada sera remplacée à ce titre par Société de fiducie Computershare du Canada à cette date.

AVIS
DESTINATAIRES : Les détenteurs de certificats adossés à des créances avec flux identiques à taux mensuel de série 2000-BMCC de BMCC Corporate Centre à 7,373 % totalisant 115 500 000 \$ qui ont été émis par Merrill Lynch Mortgage Loans Inc.

Veuillez prendre note que Compagnie Montréal Trust du Canada (société ayant succédé à Compagnie Montréal Trust) a démissionné de son poste de fiduciaire nommé dans l'acte de fiducie conclu en date du 6 octobre 2000, cette démission prenant effet le 22 janvier 2007. Compagnie Montréal Trust du Canada sera remplacée à ce titre par Société de fiducie Computershare du Canada à cette date.

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

HYPOTHÈQUES & PRÊTS COMMERCIAUX
Minimum 50 000 \$ - court terme min. 3 mois
(514) 232-8628

PRÊTEZ votre argent particulier à particulier par **PRETBEC** ctrr imm Agréé et Finances Gestion d'argent intérêt 7 à 15 % 450-688-7212

Condos: le marché progresse lentement mais sûrement

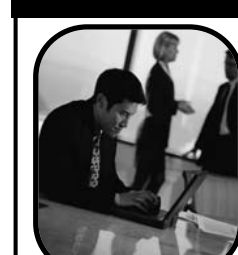
PRESSE CANADIENNE

Le marché des condos est en progression lente mais constante, au Québec, démontre une étude publiée hier par la Société d'habitation du Québec. L'étude indique que dans la région de Montréal, bien qu'il prenne chaque année une place croissante, le parc de logements en copropriété demeure modeste, soit 7 % de tous les logements. Et il représente toujours moins de 10 % du total, même dans les quartiers

centraux où se concentrent pourtant 37 % de toutes les copropriétés de la région. On y apprend en outre que 71 % des copropriétaires montréalais ont acheté leur logement au cours des 10 dernières années.

Par ailleurs, contrairement à ce que l'on croit généralement, la majorité des logements en copropriété sont de grande taille. Quatre-vingt-six pour cent d'entre eux ont deux chambres à coucher ou plus, et plus du quart offrent de trois à cinq chambres.

Notre engagement. Votre réussite.



ScotiaMcLeod organise une soirée carrière pour des conseillers en placement

Si vous êtes prêt à établir votre pratique au sein d'une entreprise qui vise l'excellence, récompense la réussite et offre des possibilités illimitées, venez nous rencontrer à notre soirée carrière

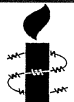
le mercredi 1^{er} novembre 2006 à 18 h 00

Envoyez votre CV à :
gilbert_demoscovaki@scotiamcleod.com
ou par télécopieur au (514) 287-3646

Pour plus de renseignements, appelez-nous au (514) 287-3632.



MC Marque de commerce utilisée sous réserve de l'autorisation et du contrôle de La Banque de Nouvelle-Écosse. ScotiaMcLeod est une division de Scotia Capitaux Inc., membre du FCPE.

**AMNISTIE INTERNATIONALE**
(514) 766-9766
1 800 565-9766
AMNISTIA2

Y a-t-il des toilettes dans l'avion?

Une nouvelle catégorie d'avions d'affaires, les biréacteurs très légers, ont volé la vedette cette semaine à l'occasion du congrès annuel de la National Business Aviation Association (NBAA), à Orlando.

MARIE TISON

Pendant toute la semaine, une question s'est chuchotée dans l'immense salle d'exposition du congrès de la NBAA, devant d'étrincelantes maquettes ou de rutilants prototypes de biréacteurs très légers.

Y a-t-il des toilettes à bord ?

La question peut sembler un peu frivole, mais elle illustre bien la différence entre les nouveaux avions d'affaires, qu'on a classés pêle-mêle dans la catégorie des biréacteurs très légers. Et surtout, elle illustre à quel point la compétition est féroce entre les différents acteurs de cette nouvelle catégorie : pour se démarquer, les constructeurs en viennent à faire valoir le degré d'intimité que chaque appareil réserve à ses passagers.

Les deux premiers biréacteurs très légers à avoir obtenu leur certification de la Federal Aviation Administration (FAA), il y a quelques semaines seulement, le Citation Mustang, de Cessna, et l'Eclipse 500, d'Eclipse Aviation, sont de beaux appareils. Mais ils ne sont pas équipés de toilettes.

L'Eclipse se vend pour une bouchée de pain : à peine 1,5 million de dollars américains. Plus luxueux, le Mustang exige un débours de 2,6 millions US.

L'A700 d'Adam Aviation, un appareil de 2,2 millions US qui devrait être le prochain biréacteur très léger à obtenir sa certification, sera équipé de toilettes. Le président et chef de la direction d'Adam, Rick Adam, a même fait valoir qu'une porte pourra être installée, plutôt qu'un simple rideau, afin de protéger davantage l'intimité des passagers.

La CVMO prolonge l'enquête sur Norshield

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO — Les investisseurs floués dans l'affaire Norshield devront patienter quelques semaines avant de connaître le verdict et les sanctions imposés par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

Ce délai d'au moins « six à huit semaines » a été obtenu hier par les avocats des ex-dirigeants de Norshield lors d'une brève audience tenue au siège social de CVMO, au centre-ville de Toronto.

C'est le temps qu'il faudra pour l'examen de « quelques boîtes de documents » que la CVMO a indiqué avoir obtenu au cours des derniers jours, et dont le contenu doit maintenant être examiné et partagé avec les avocats des ex-dirigeants de Norshield.

Parmi eux, le Montréalais John Xanthoudakis, maître d'oeuvre présumé de toute cette affaire, dans laquelle des investisseurs floués réclament au moins 482 millions en fonds investis.

M. Xanthoudakis était absent de l'audience hier à Toronto.

En contrepartie, un représentant d'investisseurs particuliers, John DiNovo, a demandé un droit d'intervention.

« Nous voulons nous assurer que les intérêts des investisseurs floués demeurent au premier plan, surtout si un conflit d'intérêt devait émerger entre le mandat de régulateur de la CVMO et l'intérêt des investisseurs à récupérer le plus de fonds possible », a indiqué M. DiNovo à *La Presse Affaires*, lors d'un entretien subséquent.

John DiNovo est un conseiller financier de la région de Toronto dont plusieurs clients individuels, dont « ma propre mère » a-t-il dit, ont perdu gros dans l'affaire Norshield, que l'on soupçonne de détournements de fonds par des paradis fiscaux.

Le Phenom 100 d'Embraer, en cours de mise au point, aura aussi des toilettes en bonne et due forme.

« Ces appareils pourraient voler pendant quatre heures. C'est sûr qu'il faut de véritables toilettes, a affirmé le vice-président des avions d'affaires d'Embraer, Luis Carlos Affonso, en réponse à une journaliste américaine qui a bravement soulevé la question en conférence de presse pendant le congrès de la NBAA. Même lorsqu'on parle de taxi aérien, on parle de passagers importants qui ont besoin d'un certain degré d'intimité et de confort. Ce n'est peut-être pas une question qui se pose pour un avion de 800 000 \$US, mais ce l'est pour un appareil de 2 à 3 millions. »

L'absence d'un petit coin ne semble pas tempérer l'enthousiasme du marché envers l'Eclipse, qui fait déjà l'objet de 2500 commandes. Le Mustang peut compter quant à lui sur plus de 220 commandes.

De son côté, Embraer a reçu plus de 300 commandes pour le Phenom 100 et son grand frère, le Phenom 300.

D'autres biréacteurs très légers sont à l'étape de la mise au point, comme le Javelin d'Aviation Technology Group, un avion de chasse que l'entreprise essaie d'adapter au marché de l'aviation d'affaires, et le D-Jet de Diamond, un petit appareil de 1,4 million US qui effectue présentement des essais en Ontario. La société californienne Spectrum Aeronautical n'a pas abandonné son projet de biréacteur très léger, même si son prototype, le Spectrum 33, s'est écrasé en juillet dernier, causant la mort de deux pilotes d'essai.



PHOTO FOURNIE PAR ECLIPSE AVIATION

L'absence de toilettes dans l'Eclipse ne tempère pas l'enthousiasme des acheteurs : le carnet compte 2500 commandes.

Les manufacturiers risquent de bientôt se marcher sur les pieds. Deux autres entreprises ont lancé un biréacteur très léger au cours du congrès de la NBAA : Honda, qui offrira un luxueux HondaJet de 3,6 millions US (toilettes comprises), et Piper, qui entend offrir un appareil plus abordable, à 2,2 millions US. Il ne s'agira pas d'un véritable biréacteur, puisqu'il n'aura qu'un moteur. Mais il sera possible de sacrifier un de ses sept fauteuils pour installer des toilettes.

Bombardier, Gulfstream et Dassault Falcon ne sont cependant pas intéressés à lancer un biréacteur très léger.

« Nous ne pensons pas que cette niche sera rentable, a déclaré le président de Bombardier Avions d'affaires, Pierre G. Côté. Mais nous sommes un observateur intéressé. Avec les plateformes que nous

avons, nous pouvons nous retourner assez vite. »

Chez Raytheon, on ne pense pas non plus lancer de biréacteur très léger. On estime que le turbopropulseur Beechcraft King Air C90GT pourra très bien faire face à la concurrence.

« Il arrivera quelques minutes plus tard qu'un biréacteur, mais il a une plus grande cabine et on peut y ranger plus de bagages », soutient un porte-parole de Raytheon, Mike Turner.

Les manufacturiers de biréacteurs très légers comptent sur un nouveau concept, le taxi aérien, un système de nolisement très souple, pour assurer le succès de leurs programmes. Ce concept ne fait cependant pas l'unanimité.

Le président et chef de la direction de Pratt & Whitney Canada, Alain Bellemare, fait cependant

remarquer que le tiers du carnet de commandes de l'Eclipse 500 ne provient pas du secteur du taxi aérien.

« Même si on s'interroge sur le modèle du taxi aérien, il y a une base corporative solide pour cet appareil », soutient-il.

M. Bellemare suit la situation de près : P&WC fournira les moteurs de l'Eclipse 500, du Mustang et des deux Phenom.

D'autres entreprises de Montréal devraient également profiter du nouveau secteur des biréacteurs très légers : le manufacturier de simulateurs de vol CAE formera notamment une coentreprise avec Embraer pour la formation des pilotes et des techniciens des deux Phenom.

En outre, c'est Mecaer America, de Laval, qui produira tous les trains d'atterrissage de l'Eclipse 500.

avons vraiment aimé

Nous ~~vous présentons~~ les livres qui ont remporté le **Prix TD de littérature canadienne** pour l'enfance et la jeunesse.

fantastiques

Ils sont un ~~objet de fierté.~~

Félicitations aux lauréats de langue française François Gravel, auteur, et Pierre Pratt, illustrateur, ainsi qu'à Pamela Porter, auteure de langue anglaise, qui remportent cette année le Prix TD de littérature canadienne pour l'enfance et la jeunesse. Décernée par le Canadian Children's Book Centre, cette bourse de 20 000 \$ est la plus importante récompense accordée à des auteurs de littérature canadienne pour l'enfance et la jeunesse. Le Groupe Financier Banque TD est fier d'appuyer ce type de littérature ainsi que la Semaine canadienne du livre pour enfants TD, qui se déroulera du 18 au 25 novembre 2006.

LA PASSAT 2007 DE VOLKSWAGEN PRESTIGE!

À PARTIR DE **4,9%***

taux de location ou de financement

Quelques Passat VR6 3,6L 2006 disponible à un taux concurrentiel de **2,9%****

DERNIÈRE CHANCE!

VOLKSWAGEN Prestige

925, Boul. Marcel Laurin
Saint-Laurent
www.vwprestige.com
(514) 744-7777

* Offre de location ou de financement d'une durée limitée sur les modèles Passat 2007 neuf en stock. ** Offre de location ou de financement sur les modèles Passat 3.6 2006 neuf en stock sélectionnés. Quantité limitée. Offres sujettes à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offres d'une durée limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires peut donc être requis. Ne s'appliquent qu'aux locations et ventes faites à des particuliers. Photo à titre indicatif seulement. Tous les détails sur vw.ca et chez Volkswagen Prestige.

Membre des concessionnaires Gabriel.
Un groupe, une force!

SEMAINE DU 15 AU 21 OCTOBRE 2006

PLUS-VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

DES CHIFFRES ET DES LETTRES

47 %

La moitié (47 %) des Canadiens estiment que la fraude en matière de placement est monnaie courante. Une personne sur trois aurait déjà reçu une proposition frauduleuse. La grande majorité (86 %) est sensible à l'obligation de dénoncer ces propositions... mais bien peu (14 %) ont pris la peine de le faire.

Source : Autorités canadiennes en valeurs mobilières

L'industrie forestière crie famine :

La situation financière et commerciale des entreprises forestières de l'est du Canada fait peine à voir. Et en Bourse, les investisseurs dédaignent carrément les titres forestiers, lesquels ont reculé en moyenne de 38 % depuis presque deux ans, alors que l'indice S&P/TSX progressait de 31 %. Occasion d'achat ou signe d'un déclin irrévocable ?

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

« L'industrie canadienne des produits forestiers n'est simplement plus compétitive à l'échelle mondiale. Et je crois que le pire reste à venir », selon l'analyste Stephen Atkinson, spécialiste du secteur forestier chez Marchés des capitaux BMO, à Montréal.

À l'autre bout du continent, à Portland, Oregon, un des analystes les plus réputés de l'industrie forestière en Amérique du Nord, Steven Chercover, vice-président de D.A. Davidson & Co., n'est guère plus réjouissant.

« L'industrie des produits forestiers de l'est du Canada se retrouve un peu comme les trois grands américains de l'automobile : en déclin inévitable face à de nouveaux concurrents plus efficaces », dit cet analyste d'origine canadienne.

« Ça me peine parce que je connais bien ces entreprises, leurs dirigeants et leur importance dans l'économie de l'est du Canada. Néanmoins, je ne pourrais recommander leurs actions à qui que ce soit. »

Bon. N'en jetez plus ! La cour (à bois) est pleine !

Dans ce contexte, que faut-il penser de l'aide gouvernementale

que réclame l'industrie des produits forestiers ?

Risque-t-elle d'aboutir vainement dans un tourbillon de pertes sans issue ?

C'est du moins ce que laisse croire un examen de l'information financière provenant des concurrents de pays émergents.

Le Brésil et, encore une fois, la Chine, se démarquent de plus en plus.

Et on sait d'emblée à quel point leurs faibles coûts de main-d'oeuvre et de réglementation

« L'industrie des produits forestiers de l'est du Canada se retrouve un peu comme les trois grands américains de l'automobile. »

sont incomparables avec ceux des entreprises du Québec et de l'Ontario.

En fait, la comparaison de certains chiffres d'exploitation de papeteries de pays émergents a de quoi donner des sueurs froides.

Dans le secteur de la pâte à papier, par exemple, l'entreprise



Les chiffres d'exploitation de papeteries de pays émergents, comme la Chine et le Brésil, ont de quoi donner des sueurs froides aux entreprises d'ici. Ci-dessus, un travailleur chinois manipule du bois importé de Russie, en 2003.

québécoise Tembec, troisième producteur au monde, a un coût moyen de production de 611 \$US par tonne métrique.

Au Brésil, l'entreprise Aracruz Celulose, devenu premier producteur mondial, affiche un coût moyen de 345 \$US la tonne de pâte.

Et sa compatriote Votorantim Celulose Papel (VCP) atteint un coût de 380 \$US la tonne, lit-on dans un récent rapport de l'analyste Stephen Atkinson, de Marchés des capitaux BMO.

Quel est le principal atout de ces concurrents brésiliens ?

L'accès à des quantités énormes de fibre d'eucalyptus, arbre qui pousse vite sous les tropiques.

Il revient aussi à une fraction du coût des épinettes et des fibres recyclées qui alimentent les usines de Tembec.

D'ailleurs, en dépit du cycle baissier du prix de la pâte, Aracruz Celulose et VCP affichent des marges bénéficiaires brutes d'environ 40 % de leurs revenus.

Chez Tembec, cette marge bénéficiaire brute se situe autour de 1 % ! Même qu'ailleurs dans ses livres comptables, l'entreprise québécoise est en déficit de fonds générés (cash flow) depuis presque deux ans.

Sans correctif, une telle situation peut mener à l'insolvabilité, avertissent des analystes.

En Bourse

En Bourse, le match est encore plus inégal. Depuis un an, la

valeur des brésiliennes Aracruz et VCP a bondi d'environ 30 %. C'est en fait la meilleure performance au monde parmi les papeteries à capital ouvert.

En comparaison, Tembec a perdu la moitié de sa valeur boursière depuis un an. Ses actions s'échangent aux environs de 1,35 \$ ces jours-ci à la Bourse de Toronto.

Dans ce contexte, difficile d'attirer des investisseurs et des capitaux pour appuyer des projets susceptibles de rehausser la compétitivité et d'assurer la croissance.

Pendant ce temps, les brésiliennes Aracruz et VCP n'ont aucune peine à financer leur croissance.

Elles ont chacune des projets d'expansion d'usines de tout dernier cri technologique, qui

REMBOURSEMENT DE FRAIS DOUANIERS

Des centaines de millions de dollars au bois

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO — Alors qu'elle réclame l'aide gouvernementale, l'industrie du bois d'oeuvre demeure discrète sur les centaines de millions de dollars qui lui parviendront bientôt du gouvernement américain.

Pourtant, dans le cas d'entreprises comme Tembec, en sérieux déficit de fonds générés depuis neuf trimestres, cette rentrée d'argent s'annonce bienvenue pour éviter la crise de liquidités.

Et peut-être même l'insolvabilité à moyen terme, suggèrent des analystes consultés par *La Presse Affaires*. N'empêche, cette manne attendue de Washington n'est pas un cadeau. Loin de là.

Il s'agit du remboursement des droits compensatoires payés aux douanes américaines depuis mai 2002. Celui-ci fait partie du récent accord sur le bois d'oeuvre entre le Canada et les États-Unis.

La somme totale est estimée à 4,3 milliards US, soit 80 % des 5,3 milliards US perçus en tout.

Et de cette somme, les producteurs québécois se partageront presque trois quarts de milliard CAN, selon des estimations d'analystes.

Les chèques de remboursement du gouvernement américain sont attendus d'ici la fin de l'année et au tout début de 2007, selon les entreprises et les provinces.

« Ce sera un soulagement finan-

cier à court terme pour plusieurs entreprises de bois d'oeuvre qui sont mal en point. Mais c'est encore peu par rapport aux dommages infligés à l'industrie par

« C'est encore peu par rapport aux dommages infligés à l'industrie par la politique commerciale américaine. »

la politique commerciale américaine », commente Steven Chercover, vice-président et analyste de l'industrie forestière chez la firme

d'investissement D.A. Davidson, de Portland en Oregon.

Potentiel d'investissement

Or, malgré les déboires de cette industrie, il estime que le secteur du bois d'oeuvre pourrait malgré tout receler le meilleur potentiel d'investissement opportuniste, à long terme.

« Au-delà des problèmes propres à chaque région de production, dont le Québec, et du cycle de marché baissier qui s'annonce long, il reste que le bois d'oeuvre canadien est considéré de la meilleure qualité sur le marché, souligne M. Chercover.

« Et pour l'avenir prévisible, le

bois d'oeuvre n'a pas vraiment de substitut valable dans le marché de la construction résidentielle. Ce n'est pas le cas du papier journal, par exemple, dont le déclin de la demande est irrévocable au fur et à mesure que les journaux cèdent le pas à l'essor des technologies personnalisées de diffusion d'informations. »

Pour sa part, l'analyste montréalais Stephen Atkinson, de Marchés des capitaux BMO, ne mâche pas ses mots au sujet du récent accord sur le bois d'oeuvre, malgré l'imminence de remboursements de frais douaniers.

« Cet accord aura des effets désastreux pour l'avenir de l'industrie du bois d'oeuvre, en particulier dans l'est du Canada. Non seulement

CETTE SEMAINE

La Bourse de Toronto n'a pu éviter une perte, hier, l'indice principal S&P/TSX perdant 25,05 points, à 12 035,57 pendant que le cours du pétrole tombait sous la barre des 57 \$US. La semaine se solde par un gain net de 127 points pour l'indice principal torontois.

Aux États-Unis, la journée a été marquée par un avertissement de bénéfices de Caterpillar sur l'ensemble de l'exercice 2006. L'annonce a tempéré l'optimisme qu'a pu instiller le passage des 12 000 points par le Dow Jones, cette semaine, en plus d'obscurcir le somptueux bilan de Google. Tard jeudi, le meneur des engins de recherche Internet déclarait un profit qui a presque doublé.

LES BOURSES

	FERMETURE	VARIATION SEM.	12 MOIS
S&P/TSX (Canada)	12 035,57	1,07 %	18,10 %
S&P 500 (US)	1 368,60	0,22 %	16,20 %
Russell 2000 (Petites entreprises US)	762,13	-0,07 %	21,45 %
NASDAQ (Technos US)	2 342,30	-0,64 %	13,26 %
Brazil Bovespa Stock (Brésil)	38 642,82	-0,53 %	36,34 %
FTSE 100 (Angleterre)	6 155,20	-0,03 %	19,19 %
CAC 40 (France)	5 375,35	0,41 %	22,43 %
DAX (Allemagne)	6 202,82	0,47 %	27,52 %
NIKKEI 225 (Japon)	16 651,63	0,70 %	26,15 %
Hang Seng (Hong-Kong)	18 113,55	0,69 %	25,03 %

LES SECTEURS

	FERMETURE	VARIATION SEM.	12 MOIS
Produits industriels	1 151,58	4,46 %	21,82 %
Énergie	3 052,11	2,51 %	13,94 %
Services publics	1 746,70	1,57 %	4,15 %
Matériaux de base	2 096,85	1,23 %	43,09 %
Soins de santé	472,64	0,85 %	-9,21 %
Produits de consom. discrétionnaire	1 208,78	0,75 %	13,44 %
Services financiers	1 788,98	0,67 %	17,74 %
Produits de consommation de base	1 583,78	-1,77 %	-3,80 %
Services de télécommunications	866,52	-2,55 %	19,15 %
Technologies de l'information	229,29	-3,85 %	8,50 %

où investir?

se comptent par centaines de milliers de tonnes en capacité additionnelle.

Papier journal

Dans l'autre grand secteur de l'industrie de la papeterie qui pèse lourd au Québec, la production de papier journal, la situation concurrentielle apparaît moins critique, mais néanmoins préoccupante.

L'entreprise montréalaise Abitibi-Consolidated, deuxième producteur mondial, le coût de production d'environ 623\$US la tonne métrique se tient dans la moyenne supérieure de l'industrie mondiale, selon la récente analyse exhaustive de Marchés des capitaux BMO.

Néanmoins, dans un marché de journaux déclinant, Abitibi se retrouve de plus en plus confronté à l'essor de la production de papier journal en Chine.

À la fin de cette année, au moins 2,3 millions de tonnes de capacité auront été ajoutées en Chine, ce qui exerce une pression à la baisse sur les prix du papier

journal en Amérique du Nord.

Malgré quelques tentatives de hausses de prix, le cours du papier journal stagne autour de 640\$ US la tonne.

C'est à peine quelques dollars la tonne de plus que le coût moyen de production d'Abitibi-Consolidated, selon l'analyse de Marchés des capitaux BMO.

En comparaison, les chiffres obtenus pour des usines de papier-journal en Asie, en Chine surtout, suggèrent un coût de production autour de 572\$ US par tonne.

Pour leurs entreprises propriétaires, la marge bénéficiaire d'exploitation s'avère ces temps-ci autour de 31 % de leurs chiffres d'affaires.

Chez Abitibi-Consolidated, cette marge bénéficiaire brute est inférieure de moitié, à environ 14 %.

«La principale faiblesse d'Abitibi-Consolidated est son coût très élevé d'approvisionnement en fibre de bois dans l'est du Canada», note l'analyste Stephen Atkinson.

Aperçu des résultats

(profit/perte en \$CAN par action)

ENTREPRISES	2005	2006 ⁽¹⁾	2007 ⁽¹⁾
Abitibi-Consolidated (papier journal, bois d'oeuvre)	-0.80\$	-0.28\$	-0.08\$
Cascades (emballages, papiers d'hygiène)	-1.19\$	0.62\$	0.64\$
Domtar (papiers fins, cartons, bois d'oeuvre)	-1.69\$	0.04\$	0.30\$
Norbord (panneaux de bois)	1.95\$	0.94\$	0.53\$
Tembec (pâte à papier, bois d'oeuvre)	-3.35\$	-3.33\$	-2.20\$

1 Moyenne des estimations d'analystes

Source : Bloomberg/I.B.E.S., First Call

d'oeuvre...

les producteurs ont désormais des taxes permanentes à l'exportation, mais tout changement aux politiques forestières des provinces devra obtenir l'approbation de Washington. Et on sait d'avance quelle sera la réponse en cas de mesures d'assouplissement, selon la situation du marché», écrit l'analyste dans un récent rapport exhaustif intitulé «Timber! La chute de l'industrie forestière canadienne».

Stephen Atkinson estime que le récent accord canado-américain sur le bois d'oeuvre entache encore plus les titres d'entreprises forestières canadiennes.

«Pratiquement aucune d'entre elles ne parvient à couvrir le coût de son capital d'exploitation», souligne l'analyste, qui accorde

Remboursement estimé de douanes américaines

	millions \$CAN
Canfor	717
West Fraser Timber	375
Tembec	270
Abitibi-Consolidated	218
Domtar	147

Source : Marchés des capitaux BMO

à l'industrie une cote de performance inférieure au marché pour l'avenir prévisible.

FIN DE SÉANCE

Le baromètre des métaux à la hausse

STÉPHANIE GRAMMOND

On dit qu'il pleut souvent à Londres. Mais la semaine dernière, les nuages qui planaient au dessus du marché des métaux se sont dissipés à l'issue de la traditionnelle semaine du London Metal Exchange (LME).

Cet événement annuel qui rassemble les dirigeants d'entreprises, les investisseurs, les analystes, est un baromètre du marché des métaux. «C'est un indice de ce qui va se passer les semaines et l'année suivantes», dit Luc Girard, directeur du groupe conseil en portefeuilles chez Valeurs mobilière Desjardins (VMD).

En 2004, les participants étaient sortis de la rencontre la mine basse. L'indice des métaux avait chuté de 10 % les deux semaines suivantes. Tout le contraire l'an dernier : l'atmosphère était plus optimiste et l'indice du marché des métaux avait avancé de 5,5 % dans les deux semaines suivantes.

Cette année, les participants étaient tout sourire. Encore une fois, le marché des métaux a fait écho à leur enthousiasme... jusqu'au Canada. À la Bourse, les titres des entreprises du secteur des matériaux ont grimpé de 1,23 % cette semaine.

Craignant une récession aux États-Unis, les investisseurs avaient délaissé récemment les secteurs plus sensibles à la performance de l'économie, dont les matériaux et les métaux.

Cette semaine, plusieurs statistiques économiques les ont rassuré. Par exemple, la Banque du Canada a abaissé ses prévisions de croissance de 3,2 % à 2,8 % pour 2006, et de 2,9 % à 2,5 % pour 2007. Mais l'ajustement est moins radical qu'on ne le redoutait. À ce niveau, l'économie roule encore au dessus de son plein potentiel.

«Oui, il y a un ralentissement. Mais on a éliminé le mot «récession» du vocabulaire», dit M. Girard. Cela donne un regain d'énergie aux métaux. En plus, la Chine continue de croître à la vitesse grand V. À cela s'ajoute une demande accrue de l'Europe qui compte pour 20 % de la demande mondiale de métaux.

«Il y a encore énormément de demande pour le cuivre, le nickel et le zinc. Les stocks sont d'une semaine seulement, par rapport à six semaines en temps normal», rapporte M. Girard.

Comme les prix des métaux sont déjà très élevés, les analystes n'osent pas tabler sur de fortes hausses en 2007. Mais il y a de bonnes chances que les prix

dépassent leurs prévisions et que les producteurs de métaux deviennent encore plus rentables, estime M. Girard.

Pour les investisseurs qui veulent profiter du cuivre et du zinc, Teck Cominco demeure la meilleure avenue, dit-il. Par contre, il reste peu de choix pour ceux qui veulent miser sur le nickel depuis l'acquisition d'Inco. M. Girard suggère de se tourner vers Sherritt International Corp. qui oeuvre dans le nickel, le charbon et le pétrole.

Il recommande aussi le titre d'Alcan, malgré des perspectives un peu plus ternes pour l'aluminium. L'entreprise est une aubaine: Son action se négocie à huit fois les bénéfices par action de 2006. Selon cette mesure, l'entreprise a déjà valu deux fois plus cher (ratio cours/bénéfice de 16).

En fait, le titre d'Alcan vaut moins que sa valeur de remplacement. «Si on avait à rebâtir Alcan à zéro, cela coûterait plus cher que d'acheter l'action», explique M. Girard.

De quoi attirer un acquéreur! Justement, les rumeurs d'achat d'Alcan vont bon train... L'ancien patron du colosse des métaux BHP Billiton a déjà manifesté son intérêt pour Alcan. Aujourd'hui, il célèbre le mariage de Rusal et Enal, en Russie. Et si Alcan était encore dans sa mire?

«L'acquisition d'Alcan ne se ferait pas sans heurts, avoue M. Girard. Mais aucune compagnie canadienne n'est à l'abri de se faire acheter. On a vu Falconbridge, Placer Dome, Inco... Ce n'est pas terminé. D'ici six mois, il y aura encore de la consolidation.»

Oui, il y a un ralentissement. Mais on a éliminé le mot «récession» du vocabulaire. Il y a encore énormément de demande pour les métaux

— Luc Girard

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

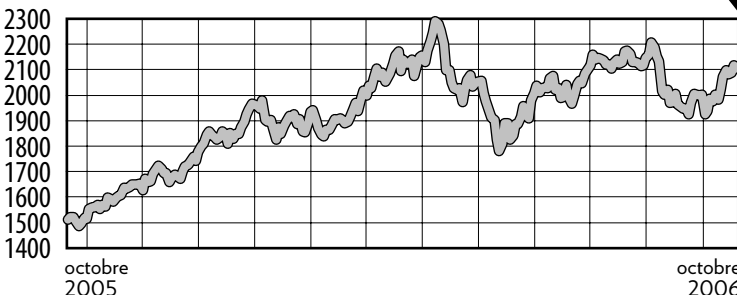
LUC GIRARD

Directeur du groupe conseil en portefeuilles de Valeurs mobilière Desjardins

Le secteur des matériaux

Bourse de Toronto

Fermeture hier **2096,85 pts**
En baisse -20,62 pts
Variation -0.974 %



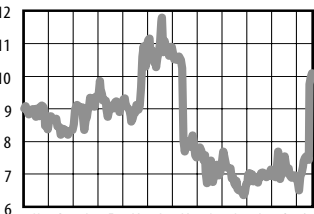
LES ENTREPRISES

TITRES GAGNANTS

IVANHOE MINES

(IVN)

10,10\$ **+34,00 %**

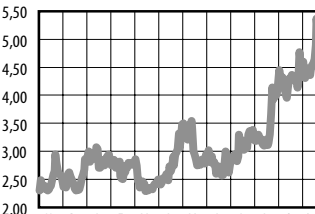


Rio Tinto a accepté cette semaine d'acheter des actions d'Ivanhoe pour 303 millions\$US et il pourrait investir jusqu'à 1,5 milliard\$US pour contribuer au projet Oyu Tolgoi en Mongolie.

GABRIEL RESOURCES

(GBU)

5,13\$ **+13,00 %**

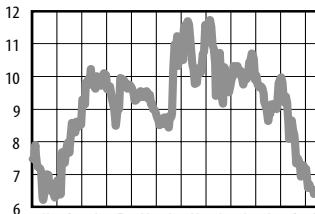


Cette société minière a annoncé mercredi qu'elle avait embauché David Christensen à titre de vice-président au développement des affaires. Il sera notamment responsable du projet Rosia Montana, en Roumanie.

FIRST CALGARY PET.

(FCP)

7,17\$ **+12,00 %**



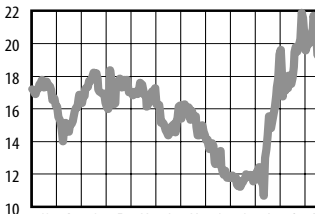
Le titre de cette compagnie, qui exploite des gisements pétroliers en Algérie, s'est déprécié d'environ 16 % cette année.

TITRES PERDANTS

NEUROCHEM

(NRM)

18,88\$ **-12,00 %**

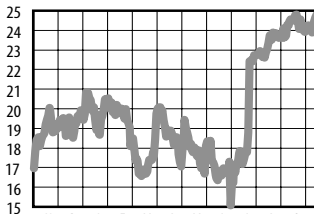


Caroline Stewart, une analyste de Piper Jaffray & Co., a revu à la baisse son évaluation du titre. Selon elle, Neurochem pourrait devoir effectuer d'autres essais cliniques sur son médicament Kiacta.

ATI TECHNOLOGIES

(ATY)

22,04\$ **-11,00 %**

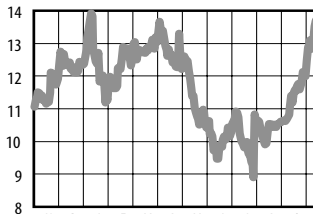


Intel, le rival américain de cette entreprise, a annoncé cette semaine que ses bénéfices avaient chuté de 35 % au troisième trimestre, à 1,3 milliard\$US, en raison d'une baisse des prix et de pertes de parts de marché.

CELESTICA

(CL)

12,63\$ **-8,00 %**



Les ventes à découvert des actions de Celestica ont augmenté de plus de 25 % en deux semaines, selon un rapport de Credit Suisse. Les investisseurs vendent des actions qu'ils ne possèdent pas en prévision d'une chute des prix.



MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

Commissions en folie

Manon, femme au foyer, 57 ans, une onzième année comme bagage scolaire. Michel 60 ans, à la pré-retraite forcée depuis 2001, une neuvième année en poche.

En juin 2002, leur caisse populaire les invite à transférer leurs économies de quelque 585 000 \$ pour les mettre entre les mains d'un courtier de Valeurs mobilières Desjardins (VMD). À ce moment-là, ils ne connaissent rien à la Bourse.

Trois ans et demi plus tard, le courtier a effectué dans les comptes de Manon et Michel pas moins de 199 transactions boursières. Valeurs mobilières Desjardins nous a confirmé que ces transactions lui avaient rapporté des commissions de 78 247 \$, qu'elle a partagées avec son courtier. Pour faciliter la multiplication des transactions, des comptes sur marge (canadiens et américains) ont été ouverts, soit en mai 2003 pour Manon et en septembre 2003 pour Michel.

Après tant de transactions et de commissions, les portefeuilles de Manon et Michel ont bénéficié sur trois ans et demi d'une plus-value de 88 729 \$, pour un rendement annuel moyen que VMD évalue à 5 %. Manon et Michel sont fort mécontents de ce rendement. Ils s'expliquent mal comment un courtier aussi hyperactif avec leurs comptes ait pu obtenir 5 % alors que pendant la même période (les années

2003 à 2005), la Bourse canadienne affichait un rendement annuel composé de quelque 21 %.

Ils sont d'autant plus déçus que la valeur de leurs portefeuilles, après avoir grimpé sensiblement jusqu'en février 2004, s'est malheureusement dépréciée de façon marquée par la suite. Manon et Michel ont essayé d'obtenir de la part de Valeurs mobilières Desjardins un dédommagement pour des pertes

Manon et Michel s'expliquent mal comment un courtier aussi hyperactif avec leurs comptes n'ait pu obtenir que 5 % par année.

qu'ils ont évaluées à plus de 100 000 \$.

Dans une lettre datée du 29 septembre dernier, Sylvain Perreault, premier vice-président Opérations et chef de la conformité de VMD, signifiait au couple que la maison de courtage du Mouvement Desjardins ne donnera pas suite à leur demande. M. Perreault se porte à la défense de son courtier en indiquant aux retraités que leurs portefeuilles s'étaient globalement appréciés de 5 % par année. « Nous vous soulignons que les obligations d'épargne du Canada, pour la même période, avec un terme de 5 ans, offraient un taux d'intérêt annuel de 4,3 %, soit un taux inférieur au rendement que vous avez obtenu chez VMD. »

Une parenthèse. Au service de gestion de portefeuille Desjardins Sécurité financière, les gestionnaires ont obtenu, pour la période de trois ans terminée le 31 décembre 2005, un rendement annuel composé de 11,6 % avec leur portefeuille diversifié en actions et obligations, et un rendement de 17,0 % avec leur portefeuille d'actions canadiennes de grande capitalisation. Ils ont même réussi à obtenir, pour la même pé-

riode, un rendement annualisé de 6,6 % avec leur portefeuille d'obligations, dit conservateur.

« Dans l'analyse d'un portefeuille, explique M. Perreault dans sa lettre à Manon et Michel, on ne peut prendre en considération les pertes réalisées sur certains titres sans tenir compte des gains réalisés sur d'autres. Dans le cas présent, la balance est positive et nous sommes dans l'impossibilité d'identifier un préjudice. »

« De plus, ajoute M. Perreault, le fait que votre portefeuille ou qu'une des recommandations émises par votre conseiller n'obtiennent pas le résultat escompté ne constitue pas une faute professionnelle, car l'obligation d'un conseiller en est une de

moyens et non de résultats. Un manque d'opportunité ne constitue pas non plus une faute susceptible d'être sanctionnée. »

Autre argument évoqué pour justifier le refus de verser un dédommagement à Manon et Michel : le conseiller de VMD a respecté leur profil d'investisseur, soit « 40 % revenu » et « 60 % croissance à long terme ».

« Nous avons analysé la composition d'ensemble de vos comptes pour toute la période sous enquête et nous avons constaté que, de l'ouverture de vos comptes à votre transfert (février 2006) chez CDBN (Courtage direct Banque Nationale), votre portefeuille comportait 40 % de titres à revenu fixe et ce, sans même tenir compte des parts de fiducie qui génèrent également du revenu. »

Il est vrai que l'on retrouve dans les comptes de Manon et Michel plusieurs transactions d'achat et de vente de titres à revenu fixe.

Certaines transactions dans les fiducies de revenu portaient par ailleurs sur des investissements fort élevés par rapport à la valeur de l'actif total sous gestion. On parle ici de transactions individuelles qui ont joué dans la fourchette de 50 000 \$ à 85 000 \$.

Du côté des actions d'entreprises, on retrouve là aussi plusieurs placements individuels extrêmement éle-

vés par rapport à l'actif sous gestion, voire des investissements allant de 45 000 \$ à 79 000 \$ par entreprise.

Malgré les risques élevés que le courtier faisait subir à Manon et Michel en investissant à maintes reprises des sommes importantes dans des titres individuels, le service de la conformité de Valeurs mobilières Desjardins ne voit là aucun manquement.

Puisque les plaintes formulées par le couple ont été contredites par les témoignages du personnel de VMD, le service de conformité de VMD ne les a pas retenues.

Pour prouver à Manon et Michel qu'ils étaient habilités à suivre adéquatement les nombreuses transactions effectuées dans leurs comptes, le premier vice-président Opérations et chef de la conformité leur signale d'ailleurs dans sa lettre : « Enfin, vous avez quitté VMD pour un courtier exécutant, CDBN, qui s'adresse à des investisseurs autonomes, capables de prendre leurs propres décisions d'investissements. Nous constatons donc que vous avez les compétences requises à cet effet. »

Après avoir indiqué que Manon et Michel n'étaient rien de moins que des spéculateurs, la porte-parole de Valeurs Mobilières Desjardins, Carole Foster, a confirmé à *La Presse Affaires* que les dossiers du couple ont été transmis à l'ombudsman du Mouvement Desjardins.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

**SOCIÉTÉ DES CASINOS
DU QUÉBEC INC.**

APPEL DE PROPOSITIONS NO 06-526
SERVICES D'UNE FIRME POUR LA PROGRAMMATION ET L'OPÉRATION DU CABARET DU CASINO DE MONTRÉAL ET DU THÉÂTRE DU CASINO DU LAC-LEAMY
CLÔTURE : LE 24 NOVEMBRE 2006, 11 H, HEURE LOCALE

La Société des casinos du Québec inc. désire recevoir des offres afin de retenir les services d'une firme qui assumera l'entière responsabilité de la programmation et de l'opération du Cabaret du Casino de Montréal et du Théâtre du Casino du Lac-Leamy, la Société des casinos du Québec inc. désirant confier cette activité en impartition.

Les fournisseurs peuvent obtenir l'information sur l'appel de propositions en visitant le site Internet de l'entreprise :

www.loto-quebec.com

ou en se présentant à :

Direction corporative de
l'approvisionnement de Loto-Québec
500, rue Sherbrooke Ouest, 18^e étage
Montréal (Québec) H3A 3G6

Du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h et entre 13 h 30 et 16 h

Émis le 21 octobre 2006

MISE AU POINT

Veillez noter les corrections suivantes :

Pour notre cahier publicitaire **Super samedi et dimanche** en vigueur les 21 et 22 octobre 2006.

Page 2 (WE103F506) : Samedi seulement ! Offres spéciales d'ouverture. Rabais 40 %. Poêle HeritageMD « Infusio » 28 cm et wok. Rég. Sears 99,99. En solde 59,99. Après 11 h, rabais de 25 %. **CORRECTION : La poêle à frire sans couvercle illustrée n'est pas incluse dans cette offre.**

Pour notre cahier publicitaire **Sears pour VOUS, pour votre FOYER** en vigueur du 21 au 27 octobre 2006.

Page 49 (CC103F506) : Rabais 20 %. Tous les purificateurs d'air électrostatiques Kenmore à prix ordinaires. Rég. Sears 249,99-629,99, chacun. En solde 199,99-503,99. **CORRECTION : L'annonce devrait se lire comme suit : Rabais 15 %. Tous les purificateurs d'air électrostatiques Kenmore à prix ordinaires. Rég. Sears 249,99-629,99, chacun. En solde 212,49-535,49.**

Pour notre cahier publicitaire **Pour vous** en vigueur du 21 au 27 octobre 2006.

Page 8 (VE104V106) : Rabais 25 %. Sous-vêtements pour le sport VogueMD sur cintre à prix ordinaires pour femmes. **CORRECTION : Les articles illustrés dans le cahier sont incorrects.**

Page 8 (VE104V106) : Moitié prix. Soutiens-gorge pour le sport VogueMD sur cintre à prix ordinaires pour femmes. **CORRECTION : Les articles illustrés dans le cahier sont incorrects.**

Pour notre cahier publicitaire **Centre du foyer Sears** en vigueur du 14 octobre au 3 novembre 2006.

Page B (VE104V106) : Rabais 40 %. Moquette « Destiny ». **CORRECTION : La moquette « Destiny » a été abandonnée et ne sera pas disponible.**

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconvénient que ces erreurs ont pu causer à nos clients.



**APPEL D'OFFRES PUBLIC**

PROJET :
AGRANDISSEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ÉMILE-LEGALTY / PHASE 1 MARCHÉ PRINCIPAL (LOT 3)
2405, BD THIMENS, SAINT-LAURENT (Qc) H4R 1T4

PROPRIÉTAIRE : COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
1100, bd de la Côte-Vertu
Saint-Laurent (Québec) H4L 4V1
Téléphone : (514) 855-4500, poste 4556
Télécopieur : (514) 855-4746

ARCHITECTES : LECLERC / BIRTZ BASTIEN BEAUDOIN LAFOREST ARCHITECTES
7255, rue Alexandra, suite 201
Montréal (Québec) H2R 2Y9
Téléphone : (514) 273-4373
Télécopieur : (514) 273-4513

INGÉNIEURS : DESSAU SOPRIN
375, boul. Roland-Therrien, suite 400
Longueuil (Québec) J4H 4A6
Téléphone : (514) 281-1010
Télécopieur : (450) 442-9996

LEROUX BEAUDOIN HURENS ET ASSOCIÉS
255, boul. Crémazie Est, 9^e étage
Montréal (Québec) H2M 1M2
Téléphone : (514) 384-4220
Télécopieur : (514) 383-6017

OBTENTION DES DOCUMENTS :
Les plans, devis et autres documents contractuels pourront être obtenus au bureau de l'architecte au 7255 rue Alexandra, suite 201, Montréal, à compter du **mardi 24 octobre 2006 à 9 h 30**, contre un dépôt non remboursable de deux cent cinquante dollars (250,00 \$), toutes taxes incluses, sous forme d'argent comptant ou de chèque visé à l'ordre du propriétaire.

GARANTIE DE SOUMISSION :
10 % du montant total de la soumission (toutes taxes incluses) chèque visé ou cautionnement valide pour 60 jours, à l'ordre du propriétaire.

Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat par une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services conforme aux documents d'appel d'offres dont le montant de chacune d'elles correspond à 10 % du prix du contrat. Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50 % du prix du contrat.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord et détenant, le cas échéant, la licence requise en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (L.R.Q., c.B.-1.1). De plus, tout entrepreneur soumissionnaire devra être titulaire d'un certificat d'enregistrement attestant sa conformité à la norme ISO9001-2000.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leurs soumissions. Toutes les soumissions devront être faites conformément aux dispositions du *Règlement sur les contrats de construction des immeubles des commissions scolaires* adopté en vertu de la *Loi sur l'instruction publique* (L.R.Q., c. I-13-3, r.O.01).

OUVERTURE DES SOUMISSIONS :
Les soumissions (l'original et 2 copies) dans des enveloppes cachetées seront reçues au Service des ressources matérielles / Direction, au 1100, bd de la Côte-Vertu, à Saint-Laurent (H4L 4V1), **jusqu'à 14 h, heure en vigueur localement, le vendredi 17 novembre 2006**, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Le propriétaire ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

PIERRE JETTÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL
Saint-Laurent, le 20 octobre 2006

Encan public

Centre de services partagés du Québec

VENTE AUX ENCHÈRES

La Direction générale des acquisitions du Centre de services partagés du Québec mettra aux enchères un grand nombre de véhicules, de la machinerie et de l'équipement lourd (environ 550 articles) appartenant à l'administration publique du Québec et à différents organismes du secteur public.

CATÉGORIES DE VÉHICULES
Automobile, camionnette (essence et diesel), fourgonnette et ambulance.

CATÉGORIES DE MACHINERIE LOURDE ET D'ÉQUIPEMENT
Camion (essence et diesel), excavatrice, benne, remorque, souffleuse, camion incendie, pièces d'atelier mécanique, unité de climatisation, génératrice, tondeuse et autres accessoires.

DIVERS
Motoneige, véhicule tout-terrain, pneu.

DATE
Le samedi 28 octobre 2006 à 10 h.

LIEU
725, boulevard Henri-Bourassa Ouest, Montréal.

INSCRIPTION ET INSPECTION DES BIENS
Pour enchérir sur un lot mis en vente, il faut s'inscrire sur les lieux. Un dépôt de 10 \$ sera exigé pour obtenir un numéro d'enchérisseur qui vous sera remis sur présentation du permis de conduire. On peut s'inscrire et inspecter les biens le 27 octobre, de 8 h 30 à 17 h, et le 28 octobre, de 8 h à 10 h.

OBTENTION DES DOCUMENTS
On peut obtenir les documents concernant la description des biens mis aux enchères et les conditions de vente dans le site Internet (www.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/surplus).

Il sera également possible de se procurer une liste des lots à vendre et les règlements afférents sur le terrain de la vente aux enchères.

INFORMATION
Service à la clientèle
Téléphone : 418 643-5438 ou, sans frais, 1 888-588-5438

CONDITIONS DE VENTE
Le paiement des biens acquis, y compris les frais de 5 %, la TPS et la TVQ, devra être fait **avant le 31 octobre 2006, 16 h**. Ce paiement peut être effectué en argent comptant, par chèque visé, chèque de voyage, mandat-poste ou mandat bancaire fait à l'ordre du MINISTRE DES FINANCES. Les cartes de crédit VISA et MASTERCARD ainsi que le paiement direct (INTERAC) seront acceptés.

Le directeur général des acquisitions, par intérim
Yves Boutin



Appel de soumissions

Corporation d'hébergement du Québec

ÉTABLISSEMENT : Corporation d'hébergement du Québec

PROJET N° : P00870

La Corporation d'hébergement du Québec, propriétaire, ayant son siège social au 2535, boulevard Laurier, à Sainte-Foy, Québec, G1V 4M3 demande des soumissions pour les travaux de correction concernant l'Affaisement de l'aile « E » du Centre administratif Berri situé au 3700, rue Berri, Montréal.

Les personnes intéressées doivent consulter les avis d'appel d'offres diffusés par l'intermédiaire du babillard électronique sur le site SEAO :

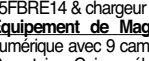
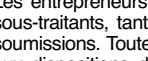
Courriel : www.seao.ca

Date de réception et ouverture des soumissions : 3 NOVEMBRE 2006 À 14 H 00.

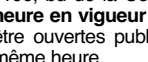
La Corporation ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres reçues.

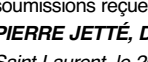
Les appels d'offres de la CHQ peuvent être consultés sur notre site Internet :

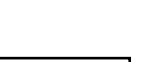
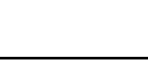
www.chq.gouv.qc.ca



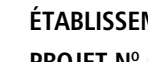


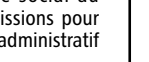
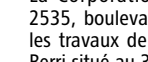


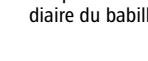


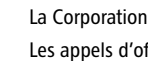
















ACTUEL
SI LA TENDANCE
SE MAINTIENT....

Tous les jours dans **LA PRESSE**



ENCANS



DANS L'AFFAIRE DE FAILLITE DE :
E.VIA DISTRIBUTIONS INC.
TÉLÉVISIONS • ÉLECTRONIQUE • COSMÉTIQUES • ETC.

SERONT VENDUS PAR ENCAN PUBLIC
(EN LOTS DÉTAILLÉS SUR LES LIEUX)

Au: 2200 Boul. Lapinière, Brossard, Québec
JEUDI LE 26 OCTOBRE 2006, DÉBUTANT À 10H30
1/2 MILLION \$ D'INVENTAIRE

• Panasonic • Sony • RCA • JVC • Toshiba • Pioneer • Samsung • Philips • Prosonic • Danby •

• (115) TVs à projection & à écran plat 13" à 55" • (850) Lecteurs DVD & Combos DVD/VHS asst's • (60) Système stéréo pour Cinéma Maison asst's • (20) Caméscopes et Caméras numérique asst's • (20) Mini Chaines stéréo asst's • (50) Téléphones sans fils asst's • (20) Baladeurs CD • (100) Caméras web USB • (100) Caméras de sécurité Spyeye • (10) Climatiseurs Danby 5000 et 9000 BTU • (100) Meubles Audio/Vidéo asst's

BEAUCOUP DE LOTS POUR GROSSISTES & REVENDEURS !

Appareils électroniques, Accessoires de cuisine, jouets, etc. : (2000) Pirs de lunettes de soleil • (20) Four Micro-ondes Danby • Cafetières, Grilles pain, Bouilloires, etc... • (25) Aspirateurs Shark • (50) Machines à coudre portatives Easy-Stitch • Vaisselles • Décorations d'Halloween et de Noël • Humidificateurs • Maquillages • Fixtures électrique • Affiches sportives • Et...Beaucoup plus !

Items trop nombreux pour être énumérés!

L'Oréal • Revlon • Annabelle • Marcelle • Almay • Caroline • etc... Plus de (100.000) mxx de produits cosmétiques asst's etc. : Tels que: Rouge à lèvres • Crème et gel colorant permanente • Fard à joues & fond de teint • Vernis à ongles • Ombre à paupières • Blush & Blush effet bronzant • Traceur pour les yeux • Contour pour les lèvres • Nettoyant visage • Tonique rafraichissant • Tonique régulateur • etc.

Équipement d'imprimerie : Presses à imprimerie Offset Miehle mod. : 29TC et mod. : 38 • Presse 2 couleurs Solna mod. : 224 • Presse Offset 1 couleur Harris mod. : LXE • Alimenteur à suction • Vacuum • Harris pour offset • (3) Presses offset AB Dick, Multi Dick et Hamada • (2) Presses Offset à tête T-51 • Plieuse Baum mod 433 (grandeur 25X38) • Alimenteur à suction Baum • Machine à plaque Nuarc mod. FT40L • Guillotine 39" Schmaner • Perceuse à papier Boston • Machine à emballage AM Pack • Table à perforation Carlson • etc.

Chariots Élévateurs : Chariot élévateur électrique 5000 lbs Yale mod. : FRC0507 à triple mat & chargeur • Chariot élévateur électrique « reach » Toyota 3000 lbs mod. : 5FBRE14 & chargeur • Chariot à palette électrique Allis Chalmers • etc.

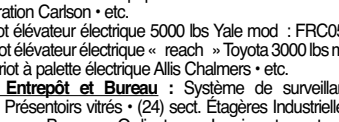
Équipement de Magasin, Entrepôt et Bureau : Système de surveillance numérique avec 9 caméras • Présentoirs vitres • (24) sect. Étagères Industrielles • Comptoirs • Caisses électroniques • Bureaux • Ordinateurs • Imprimantes • etc.

Inspection des actifs Mercredi le 25 octobre 2006, de 9 hr à 18:00 h.
L'encan sera exécuté selon les termes et conditions affichées sur les lieux de la vente. Le JOUR DE L'ENCAN, un dépôt minimum de 25%, EN ARGENT COMPTANT OU CHÈQUE VISÉ.
• PRIME D'ACHATEUR DE 10% SUR TOUTS LES ACHATS •

Pour plus de renseignements visitez notre site Internet :
www.encanteurs-universel.com

**ENCANTEURS UNIVERSEL INC.**
ENCANTEURS • ÉVALUATEURS • LIQUIDATEURS
Tél. : (514) 990-1888 • Téléc. : (514) 620-6683
Courriel : info@encanteurs-universel.com

ENCAN PUBLIC



Concepteur et fabricant de cartes de souhaits et de papeterie

ENCAN DE 2 JOURS :
Le MERCREDI 8 NOVEMBRE et le JEUDI 9 NOVEMBRE 2006 à 10 H

Aperçu : le mardi 7 novembre de 10 h à 16 h et le matin de la vente de 8 h 30 à 10 h.

225, Pinebush Road, Cambridge, Ontario

AUSSI RÉCENTS QUE 2003

• (17) PRESSES HEIDELBERG. BRAUSSE ET À CHAUD DE GAUFRAGE SUR FEUILLE MÉTALLIQUE ET À DECOUPE

• (5) MASSICOTS PROGRAMMABLES POLAR MOHR ET LAWSON

• AUSSI : CHAINES DE BRILLANTS, PLEIEUSES DE CARTES, CHAINES D'ENVELOPPES ET CHAINES D'EMBALLAGE

(1900+) Sections de palettier et de casiers distributaires, atelier de menuiserie, manutention des matières, machinerie de soutien, atelier d'entretien, équipement d'usine, machines diverses, ameublement et équipement de bureau...

www.assetengineering.com
POUR DÉTAILS ET PHOTOS

**ASSET**
ENGINEERING
Les professionnels de la disposition des biens

Une prime d'achat sera appliquée, SUIVANT DES CONDITIONS D'ACHAT. Les modalités et conditions complètes sont disponibles sur notre site Web et le seront aussi lors de la vente.

905-513-8684
800-898-9917

info@assetengineering.com

L'inflation recule mais se renforce

RUDY LE COURS

Les apparences sont parfois trompeuses, selon l'adage populaire. En voici un bel exemple : depuis un an, le taux d'inflation est nul au Québec, mais les pressions à la hausse sur les prix sont telles qu'elles sont de nature à inquiéter la Banque du Canada.

L'essence de ce paradoxe, c'est... l'essence. Son prix a plongé de 17,4 % entre août et septembre, faisant reculer de 0,5 % l'indice des prix à la consommation (IPC) en l'espace d'un mois, soit bien plus que ce à quoi les experts s'attendaient. En septembre 2005, les prix de l'essence étaient montés en flèche dans la foulée de l'ouragan Katrina et propulsé de 0,8 % l'IPC en un seul mois. Pour le calcul annuel du taux d'inflation, Statistique Canada efface pour la première fois l'effet de l'ouragan pour le remplacer par la chute des prix du carburant entre août et septembre dernier. Résultat, le taux annuel d'inflation passe de 2,1 % à 0,7 % seulement, le rythme le plus faible depuis mars 2004. Au Québec, le recul mensuel est de 0,6 %, mais le retranchement de l'effet *Katrina*, ramène à zéro le taux annuel d'inflation, le mois dernier.

« Plus que jamais, il faudra prendre un certain recul vis-à-vis des données de l'IPC global qui sont sujettes aux grandes fluctuations des prix de l'énergie », prévient Benoît P. Durocher, économiste au Mouvement Desjardins.

Si on exclut l'énergie, le portrait de l'inflation change du tout au tout. Les prix à la consommation ont grimpé plutôt de 0,5 % en septembre, après une hausse de 0,2 % en août. Bref, c'est plutôt d'une accélération de l'inflation qu'il faut parler plutôt que d'une baisse des prix. Cela devient on ne peut plus évident à la lecture de l'indice de référence de la Banque du Canada (IPCX). Il a bondi de 0,5 % d'août à septembre et vogue désormais au rythme annuel de 2,3 %. C'est la première fois depuis décembre 2003 qu'il passe dans la partie supérieure de la fourchette de 1 % à 3 % dans laquelle la Banque veut voir évoluer l'inflation. Plus l'inflation dépasse les 2 % et plus la Banque centrale est tentée de majorer son taux directeur pour freiner la poussée des prix. L'IPCX exclut du panier de provision ses huit composantes les plus volatiles, soit les fruits et les légumes frais ou préparés, les intérêts hypothécaires, le gaz naturel, l'essence, le mazout, le transport interurbain et les produits du tabac et pour fumeurs. En outre, elle exclut l'effet des variations de taxe comme la baisse de la TPS en vigueur depuis le premier juillet.

Depuis le début de l'année cependant, c'est le coût de remplacement par le propriétaire qui gonfle le plus l'IPCX avec une poussée de 8,8 %. La surchauffe du marché immobilier albertain est la grande responsable. Le coût de remplacement y a bondi de 48,6 %, contre 3,5 % au Québec par exemple.

« L'indice de référence va rester sans doute au-dessus des 2 % encore le mois prochain, prédit Douglas Porter, économiste en chef adjoint chez BMO Marchés des capitaux. Au lendemain même de son Rapport sur la politique monétaire la prévision d'inflation de la Banque pour le quatrième trimestre paraît en danger. »

Merck reste muette sur sa dette de 2 milliards envers le fisc

FRANCIS VAILLES

Le géant pharmaceutique Merck & co. a présenté ses résultats trimestriels, hier, mais n'a pas jugé bon de donner plus d'informations à ses actionnaires sur son litige avec Revenu Canada.

Les montants sont pourtant substantiels et pourraient affecter les résultats de l'entreprise. Selon nos informations, Revenu Canada réclame plus de 2 milliards de dollars CAN d'impôts impayés sur des revenus mondiaux réalisés avec le médicament Singulair, entre autres. Cette réclamation comprend les intérêts accumulés et une pénalité.

Dans son dernier rapport trimestriel, publié le 7 août, l'entreprise disait s'attendre à recevoir un avis de cotisation de Revenu Canada en septembre. *La Presse* a appris que l'avis a finalement été envoyé au début octobre.

Hier, le groupe américain a indiqué avoir réalisé un bénéfice net en baisse de 34 % au troisième trimestre, terminé le 30 septembre. Les résultats ont été affectés par une provision pour les milliers de poursuites en justice de son médicament Vioxx et pour sa restructuration.

Le bénéfice net a été de 940,6 millions US, soit 43 cents par action contre 65 cents un an plus tôt. En excluant une provision de 598 millions constituée pour les coûts de défense juridique de son anti-inflammatoire Vioxx et les coûts liés à la restructuration annoncée en novembre 2005 (8 cents par action), le bénéfice par action ressort à 51 cents. Les analystes tablaient sur un BPA de 50 cents US.

Hier, le porte-parole américain de l'entreprise, Raymond Kerins, n'a pas voulu confirmer que l'entreprise avait reçu l'avis d'imposition de Re-

venu Canada. Il nous a encore renvoyé à la déclaration inscrite dans le dernier rapport trimestriel du 7 août, la seule sur ce sujet à ce jour.

« Les déclarations de revenus de Merck Canada pour les années 1998 à 2004 sont présentement vérifiées par l'Agence du revenu du Canada. L'Agence a soumis à la société une proposition préliminaire d'ajustements reliés à des questions de prix de transfert. L'entreprise est en désaccord avec les positions de l'Agence et croit qu'elles sont sans fondement », écrivait Merck le 7 août. « Suite à l'émission de nouvelles cotisations, l'entreprise serait dans l'obligation d'acquitter la moitié des sommes cotisées. L'entreprise entend contester énergiquement les cotisations par l'entremise du processus d'appel de Revenu Canada et des tribunaux, si nécessaire », est-il écrit dans le rapport.

Hier, le groupe a indiqué avoir

réalisé un chiffre d'affaires trimestriel stable, à 5,4 milliards US. Ce chiffre est supérieur aux 4,90 milliards envisagés par le marché. Pour affronter les procès liés au Vioxx, le groupe a décidé de porter à 958 millions US la provision initiale de 685 millions constituée fin 2005.

Le médicament anti-inflammatoire Vioxx, développé à Montréal, fait l'objet d'environ 14 000 poursuites en justice aux États-Unis. Les plaignants accusent le médicament d'avoir provoqué des attaques cardiaques. Pour l'instant, une dizaine de procès ont eu lieu, où Merck en a perdu un sur deux.

Pour les neuf premiers mois de l'année, le bénéfice net a atteint 3,95 milliards US (+13 %) et le chiffre d'affaires 16,6 milliards (+2 %).

L'action de Merck a gagné 2,5 % à 45,64 \$ US hier à la Bourse de New York.

— Avec AFP

Un vote demandé sur l'acquisition de Glamis



PHOTO BLOOMBERG

Robert McEwen (photo), le fondateur de Goldcorp Inc., vient de demander à une juge ontarienne d'ordonner la tenue d'un vote des actionnaires sur la proposition de la société minière d'acquérir Glamis Gold Ltd. au prix de 6,7 milliards \$US. M. McEwen soutient que cette transaction est trop coûteuse. M. McEwen, 56 ans, représente les détenteurs de 5,6 % des actions ordinaires de Goldcorp, de Vancouver, y compris sa participation de 1,5 %, soit plus que les 5 % nécessaires pour demander un tel vote en vertu de la loi ontarienne, a-t-il indiqué dans une déposition à la cour. Il se peut que la juge Sarah Pepall, de la Cour supérieure de l'Ontario, établisse un précédent lors de sa décision. — Bloomberg

RÉSULTATS FINANCIERS									
	REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION		
	Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.	
Canexus Income Fund (CUS.UN. / TSX)	30 sept.	- 3 ^e trim.	100 805	99 524	1	11 043	23 802	-54	n.d.
Chimie, Alberta									
Hammond Power Sol. (HPS.A / TSX)	30 sept.	- 3 ^e trim.	33 397	24 678	35	1 815	957	90	0.16
Services publics, Ontario	9 mois		95 132	71 414	33	4 325	2 423	78	0.38
Inco Ltd. (N / TSX)	30 sept.	- 3 ^e trim.	2 320 000	1 082 000	114	701 000	64 000	995	3.36
Mines/Métaux, Ontario	9 mois		5 345 000	3 397 000	571	375 000	601 000	129	6.90
Novelis Inc. (NVL / TSX)	30 juin	- 2 ^e trim.	2 600 000	2 200 000	18	6 000	0	0.08	0.00
Mines/Métaux, N/A	6 mois		4 900 000	4 300 000	14	(68 000)	22 000	—	(0.92)
Spectra G. Of Gr, Rest. (SPA.A / TSX)	17 sept.	- 2 ^e trim.	11 170	10 408	7	667	402	66	0.08
Restaurants, C.-B.	6 mois		20 745	18 938	10	1 008	410	146	0.13
TransAlta Corp. (TA / TSX)	30 sept.	- 3 ^e trim.	684 000	722 900	-5	35 300	51 200	-31	0.18
Pétrole/Energie, Alberta	9 mois		2 016 700	2 028 400	-1	190 900	126 400	51	0.95
Source: CNW Group									

Inscrivez-vous au site **www.lapresseaffaires.com** et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

LES MÉTAUX	
MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE	
FERMETURE	
CUIVRE (catégorie-A-)	
comptant	7629,0-7630,0
3 mois	7610,0-7611,0
15 mois	6860,0-6870,0
PLOMB	
comptant	1503,0-1535,0
3 mois	1500,0-1502,0
15 mois	1295,0-1300,0
ALUMINIUM	
comptant	2716,0-2716,5
3 mois	2727,0-2727,5
15 mois	2463,0-2468,0
NICKEL (dollars)	
comptant	33390,0-33395,0
3 mois	31290,0-31300,0
15 mois	22950,0-23050,0
ÉTAIN	
comptant	9925,0-9950,0
3 mois	9825,0-9850,0
15 mois	9395,0-9445,0
ZINC (qualité supérieure)	
comptant	3985,0-3985,5
3 mois	3945,0-3948,0
15 mois	3223,0-3228,0

LES OBLIGATIONS					
GOUVERNEMENT DU CANADA					
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.
Canada	7.00	1 Déc. 06	100.27	4.11	
Canada	7.25	1 Juin 07	101.82	4.15	-0.01
Canada	6.00	1 Juin 08	102.90	4.10	-0.04
Canada	5.50	1 Juin 09	103.49	4.07	-0.05
Canada	9.50	1 Juin 10	118.03	4.06	-0.06
Canada	9.00	1 Mars 11	119.51	4.06	-0.06
Canada	6.00	1 Juin 11	107.96	4.08	-0.05
Canada	10.25	15 Mars 14	138.62	4.13	-0.02
Canada	9.75	1 Juin 21	159.46	4.24	-0.03
Canada	8.00	1 Juin 23	143.99	4.27	-0.03
Canada	8.00	1 Juin 27	150.42	4.28	-0.03
Canada	5.75	1 Juin 29	121.22	4.27	-0.02
PROVINCIAL					
B C M Fin	5.50	24 Mars 08	101.75	4.20	-0.02
Hydro Qué.	11.00	15 Août 20	163.15	4.72	+0.15
Manitoba	7.75	22 Déc. 25	139.06	4.64	+0.09
N Brunswic	5.70	2 Juin 08	102.25	4.23	-0.04
N Brunswic	6.00	27 Déc. 17	112.89	4.51	+0.08
Nwindind	6.15	17 Avril 28	119.20	4.71	+0.09
Nva Scotia	6.50	1 Juin 27	125.37	4.66	+0.09
Ontario	6.13	12 Sept. 07	101.61	4.23	-0.01
Ontario	6.25	25 Août 28	121.27	4.68	+0.09
Hydro Ont.	7.45	31 Mars 13	112.34	5.16	-0.03
Hydro Ont.	8.50	26 Mai 25	147.27	4.66	+0.09
Hydro Ont.	8.25	22 Juin 26	145.91	4.65	+0.10
P E I	6.00	3 Oct. 07	101.54	4.30	-0.01
P E I	8.50	27 Oct. 15	129.56	4.47	+0.04
Québec	6.50	1 Oct. 07	102.03	4.25	-0.01
Québec	6.00	1 Oct. 29	116.37	4.81	+0.11
CORPORATIONS					
Bk Scotia	5.65	22 Juin 13/08	102.21	4.31	-0.04
Bell Can.	7.00	24 Sept. 27	114.73	5.77	-0.02
Bombardier	7.35	22 Déc. 26	93.00	8.05	
Cdn Occ Pet	6.30	2 Juin 08	102.93	4.38	-0.04
Cons Gas	6.10	19 Mai 28	111.62	5.19	-0.02
Gtaa	5.95	3 Déc. 07	101.70	4.34	-0.02
Gtaa	6.45	3 Déc. 27	112.52	5.44	-0.02
Investors Gr	6.65	13 Déc. 27	115.43	5.41	-0.02
Nav Canada	6.60	1 Déc. 06	101.87	11.46	
Nav Canada	7.40	1 Juin 27	130.96	4.97	-0.02
Royal Bk Of	6.75	4 Juin 12/07	101.44	4.31	-0.01
Sears Can.	6.55	5 Nov. 07	101.03	5.50	
Suncor Inc	6.10	7 Août 07	101.34	4.33	-0.01
Thomson C	6.50	9 Juin. 07	101.47	4.34	-0.01
WCoast En	5.70	16 Avril 08	101.84	4.39	-0.03
WCoast En	6.75	15 Déc. 27	115.81	5.47	-0.02

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE			
	CETTE SEMAINE	SEMAINE DERNIÈRE	L'AN DERNIER
CANADA			
Taux d'escompte	4,50	4,50	3,25
Taux préférentiel	6,00	6,00	4,75
Fonds à un jour	4,25	4,25	3,00
Bons du Trésor (3 mois)	4,16	4,15	3,01
Bons du Trésor (6 mois)	4,20	4,19	3,22
Obligations (2 ans)	4,09	4,06	3,47
Obligations (5 ans)	4,09	4,08	3,72
Obligations (10 ans)	4,19	4,18	4,03
Obligations (30 ans)	4,25	4,23	4,26
QUÉBEC			
Bons du Trésor (3 mois)	4,20	4,20	3,04
Obligations (5 ans)	4,32	4,30	3,91
Obligations (10 ans)	4,60	4,61	4,40
Obligations (30 ans)	4,82	4,82	4,87
ONTARIO			
Obligations (5 ans)	4,25	4,23	3,79
Obligations (10 ans)	4,46	4,43	4,23
Obligations (30 ans)	4,68	4,68	4,73

ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	6,25	6,25	4,75
Taux préférentiel	8,25	8,25	6,75
Fed Funds	5,25	5,25	3,75
Bons duTrésor (3 mois)	5,08	5,05	3,25
Bons du Trésor (6 mois)	5,13	5,12	4,15
Obligations (2 ans)	4,86	4,86	4,21
Obligations (5 ans)	4,75	4,77	4,27
Obligations (10 ans)	4,78	4,80	4,41
Obligations (30 ans)	4,90	4,93	4,60
Source : Valeur Mobilières Banque Laurentienne			



Profitez d'un service à la clientèle rapide et ne perdez plus de temps.

Personne n'aime attendre. C'est pourquoi TELUS vous fait la promesse d'un service à la clientèle rapide. Si jamais vous attendez un peu trop longtemps, nous créditerons votre compte*. Ne cherchez plus, **le bonheur est chez TELUS.**



Pour obtenir la description complète des promesses de TELUS et les conditions qui s'appliquent, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou l'un de nos marchands ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobile.com/promesse.

* L'offre s'applique aux clients des services SCP et Mike (à l'exception des clients abonnés seulement aux forfaits de transmission de données) abonnés à un forfait mensuel : si vous appelez à l'un des numéros de service à la clientèle pour obtenir de l'aide au sujet de votre compte de services sans fil et que l'appel est mis en attente plus de cinq minutes, un crédit équivalant à cinq minutes de temps d'antenne sera porté à votre compte TELUS. L'offre s'applique également aux clients des services Payez & Parlez, SCP et Mike abonnés seulement aux forfaits mensuels de transmission de données, sauf que le crédit porté à votre compte TELUS sera de 1,25\$. Pour être admissible à un crédit, vous devez entrer un numéro de sans-fil valide dans notre système automatisé ou le transmettre à un représentant TELUS. Les crédits sont applicables et utilisables pendant le mois suivant celui où vous avez dû attendre avant d'obtenir du service. Le temps d'attente lors du transfert d'appel et pendant l'appel de service n'est pas inclus. Les appels faits ou transférés directement sans fil d'attente au numéro d'un représentant TELUS ne sont pas inclus. Les crédits sont non remboursables, non transférables et ne peuvent être partagés entre clients. L'offre peut être améliorée à tout moment et faire l'objet de modifications, avec un préavis de 30 jours. © 2006 TELUS.

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

		FERMETURE (S)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS	DIV. ANN.
▼ Abitibi-Consolidated (A)	✓	3,12	-0,11	-3,41	21 116	-33,05	1 373	5,13	2,57	0,00
ACE Aviation (ACE.A)	✓	38,28	0,98	2,63	9 869	8,31	3 903	38,32	25,85	0,00
▲ Addenda Capital (ADV)		23,74	0,53	2,28	984	-24,52	280	33,00	22,26	1,28
Aeterna (AEZ)		6,02	-0,06	-0,99	255	2,03	320	8,79	4,85	0,00
Alcan (AL)	✓	49,03	-0,31	-0,63	10 498	2,66	18 440	64,99	36,26	0,80
▲ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓	25,85	0,44	1,73	1 907	10,47	5 231	27,83	19,80	0,10
Astral Media (ACM.A)		39,00	0,10	0,26	511	27,29	2 067	41,84	29,38	0,30
Axcan Pharma (AXP)		15,90	-0,06	-0,38	979	-9,76	728	21,85	12,10	0,00
Banque de Montréal (BMO)	✓	67,10	-0,30	-0,45	4 919	3,23	33 589	70,24	56,21	2,48
Banque Laurentienne (LB)	✓	29,08	0,23	0,80	816	-14,60	687	36,72	28,01	1,16
Banque Nationale (NA)	✓	59,20	-0,05	-0,08	2 246	-1,86	9 621	65,84	55,89	2,00
Banque Royale (RY)	✓	49,14	0,44	0,90	26 608	8,23	62 950	51,49	40,63	1,60
BCE (BCE)	✓	31,11	0,06	0,19	22 293	12,19	25 429	34,25	25,32	1,32
▲ Bombardier (BBD.B)	✓	3,86	0,07	1,85	30 356	39,86	6 754	4,32	2,34	0,00
▲ CAE (CAE)	✓	10,00	0,10	1,01	64 306	17,37	2 511	10,45	7,64	0,04
▼ Cambior (CBI)	✓	3,95	-0,09	-2,23	10 203	21,54	1 092	4,74	2,00	0,00
Cascades (CAS)		13,10	0,08	0,61	646	30,35	1 059	13,25	7,35	0,16
▲ CN (CNR)	✓	52,31	1,46	2,87	26 465	12,33	27 245	55,95	40,51	0,65
Cogeco (CGO)		25,15	-0,10	-0,40	532	4,79	416	28,50	19,30	0,25
Corporation Financière Power (PWF)	✓	35,65	0,07	0,20	5 118	6,74	25 127	35,99	30,20	1,00
Domtar (DTC)	✓	6,75	0,03	0,45	4 549	0,60	1 562	8,76	4,70	0,00
Emergis (EME)		5,62	0,01	0,18	4 856	37,07	515	5,70	3,52	0,00
▲ Garda (GVW)		21,52	0,34	1,61	1 089	42,33	658	27,50	12,05	0,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓	7,90	0,00	0,00	21 258	-15,05	2 660	9,94	6,50	0,00
Groupe Canam (CAM)		9,05	-0,06	-0,66	249	28,19	443	11,66	6,75	0,16

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE
LES QUÉBÉCOISES



	FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE
	(\$)	NET	%	ANNÉE (%)
Abcourt Mines-B (ABI)	0,63	-0,04	-5,97	32 100
Abitex Resources (ABE)	0,27	0,01	1,92	28 000
Advitech (AVI)	0,08	0,00	0,00	0
Affinor Resources (AFI)	0,23	0,00	0,00	0
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,14	0,01	3,85	100 000
Aldeavision Solutions (AVS)	0,35	0,00	0,00	0
Alert B&C (ACB)	0,15	0,03	20,00	39 500
Amadeus International (AML)	0,10	-0,01	-9,09	15 000
Antoro Resources (ORE)	0,09	-0,01	-5,56	172 500
Appalaches Resources (APP)	0,10	0,00	0,00	20 000
Augyva (AUV)	0,70	0,00	0,00	0
Azimut Exploration (AZM)	3,15	0,05	1,61	31 882
Bell Canada International (BI/H)	0,60	0,00	0,00	841
Big Red Diamond (DIA)	0,08	-0,01	-6,25	25 000
Biophage Pharma (BUG)	0,14	0,00	0,00	264 200
Biosyntech (BSY)	0,41	0,01	2,50	10 000
Bioxel Pharma (BIP)	0,36	-0,02	-5,26	49 000
Branchez-Vous (BVZ)	0,21	0,00	0,00	1 000
Cadiscor Resources (CAO)	0,42	0,02	5,00	8 405
Canadian Royalties (CZZ)	2,08	0,04	1,96	17 300
Clemex Tech-A Shrs (CXG/A)	0,19	-0,01	-2,56	10 000
Co2 Solution (CST)	0,20	0,00	0,00	27 900
Cpl Technologies (CCY)	0,11	-0,01	-8,70	3 000
D'Arianne Resources (DAR)	0,19	0,00	0,00	0
D-Box Technologies (DBO/A)	0,55	0,07	14,58	118 887
Deq Systems (DEQ)	0,38	0,00	0,00	700
Dia Bras Exploration (DIB)	0,99	0,02	2,06	220 800
Diagnos (ADK)	0,22	-0,01	-4,35	19 000
Dianor Resources (DOR)	0,85	0,05	6,2517	230 900
Dios Exploration (DOS)	0,23	0,00	0,00	0
Domet Explorations (DIT)	0,16	0,02	10,71	32 500
Divcom Lighting (DIVQ)	0,30	0,03	11,11	40 000
Dynacor Mines (DYM)	0,43	0,02	3,61	144 200
Dynasty Gaming (DNY)	0,37	-0,01	-1,35	133 900
Ecu Silver Mining (ECU)	2,95	0,00	0,00	354 880
Exeltech Aerospace (XLT)	0,17	0,00	0,00	0
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,10	-0,03	-23,08	15 000
Fieldex Exploration (FLX)	0,34	0,01	1,52	46 000
Forest Gate Resources (FGT)	0,17	-0,01	-2,94	189 000
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,74	0,07	10,45	1 000
Freewest Resources Canada (FWR)	0,13	-0,01	-3,85	608 000
Frv Media-ClA (FRV)	0,23	0,00	0,00	0
Gold Hawk Resources (CGK)	0,36	0,03	7,46	22 967
Golden Goose Resources (GGR)	0,39	0,00	0,00	1 000
Golden Tag Resources (GOG)	0,35	-0,02	-5,41	62 500
Golden Valley Mines (GZZ)	0,26	0,01	1,96	41 000
H20 Innovation 2000 (HEO)	0,89	0,00	0,00	0
Hlt Energies 2006 (HES)	0,24	0,00	0,00	0
Hinterland Metals (HMI)	0,11	0,01	4,76	35 000
Imaflex (IFX/A)	0,89	0,00	0,00	0
Isacsoft-A (ISF)	0,75	-0,10	-11,77	24 553
Junex (JNX)	1,17	-0,01	-0,85	21 500
Kwg Resources (KWG)	0,04	0,00	0,00	51 000
Kangaroo Media (KTV)	3,95	0,08	2,07	11 514
Lounor Exploration (LO)	0,18	0,00	0,00	0
Louvem Mines (LOV)	0,38	0,00	0,00	0
Lyrtech ClA (LYT)	0,16	-0,01	-3,03	4 500
Matamec Explorations (MAT)	0,11	0,00	0,00	4 000
Medicago (MDG)	1,00	0,00	0,00	0
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,49	-0,01	-2,00	9 000
Melkior Resources (MKR)	0,13	-0,01	-3,85	20 000
Metanor Resources (MTO)	0,58	0,03	5,46	42 400
Metco Resources (MKO)	0,11	0,00	0,00	100 000
Miranda Technologies (MT)	14,10	-0,06	-0,42	8 350
Mistral Pharma (MIP)	0,05	-0,01	-10,00	190 000
Mty Food Group (MTY)	6,77	-0,03	-0,44	20 700
Murgor Resources (MUG)	0,16	0,02	14,29	638 500
Names Exploration (NME)	0,59	0,01	1,72	17 500
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	3,40	-0,04	-1,16	91 400
Normabec Mining Res (NMB)	0,24	0,02	9,09	258 592
Novoko International (EKO)	0,91	0,01	1,11	1 000
Nstein Technologies (EIN)	0,37	-0,02	-3,95	15 077
Nti Newmerical (CFD)	0,10	0,00	0,00	0
Odesia Group (ODS)	0,40	0,00	0,00	0
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,06	0,00	0,00	88 000
Orex Exploration (OX)	0,23	-0,02	-8,60	108 250
Orthosoft (OSH)	0,48	-0,04	-7,69	29 500
Osisko Exploration (OSK)	5,56	-0,14	-2,46	7 785
Palmarejo Silver And Gold (PIO)	7,59	-0,11	-1,43	3 450
Perlite Canada (PCI)	0,25	-0,02	-5,66	56 000
Petrolia (PEA)	0,59	0,00	0,00	75 050
Plexmar Resources (PLE)	0,69	-0,01	-1,43	788 620
Power Tech (PWB)	0,60	-0,03	-4,76	19 000
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,70	0,00	0,00	47 406
Puma Exploration (PUM)	0,20	0,00	0,00	0
Radisson Mining Resources (RDS)	0,22	0,00	0,00	349
Raymor Industries (RAR)	0,94	-0,01	-1,05	373 370
Ressources Majescor (MAJ)	0,13	-0,01	-3,70	458 150
Robex Ressources (RBX)	0,23	0,00	0,00	30 000
Rocmec Mining (RMI)	0,19	0,01	2,78	9 000
Rocrest (RTT)	2,10	0,00	0,00	0
Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,17	-0,03	-15,00	15 000
Searchgold Resources (RSG)	0,16	0,00	0,00	224 450
Sensio Technologies (SIO)	0,46	0,00	0,00	0
Sirios Resources (SIO)	0,23	-0,02	-6,25	12 000
Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,28	0,01	1,85	117 500
Sonomed (SNM)	0,08	0,00	0,00	4 500
South-Malartic Exploration (MSU)	0,16	0,02	10,71	90 100
Sportscene Group (SPS/A)	16,50	0,00	0,00	0
Stratco Resources (RSC)	0,73	0,01	1,39	190 150
Syscan International (SYA)	0,23	0,01	4,55	20 000
Tom Exploration (TUM)	0,08	-0,01	-5,88	10 000
Typhoon Exploration (TOO)	0,23	0,02	6,98	105 650
Vantex Resources (VTX)	0,14	0,01	3,85	500
Vigil Locating Systems (VIG)	0,05	0,00	0,00	41 000
Vior Exploration (VIO)	0,16	0,00	0,00	60 000
Wanted Technologies (WAN)	0,27	0,00	0,00	0

Caterpillar hausse son bénéfice



Le groupe de matériel de chantier américain Caterpillar a annoncé hier un bénéfice en hausse de 15 % au troisième trimestre mais a abaissé sa prévision de bénéfice par action annuelle en raison de frais juridiques, d'une légère baisse des ventes et de frais d'exploitation en hausse. Le bénéfice net pour le troisième trimestre a atteint 769 millions US et le bénéfice par action trimestriel a atteint 1,14 dollar, très inférieur aux prévisions moyennes des analystes qui étaient de 1,35 dollar.Pour 2007, Caterpillar prévoit un chiffre d'affaires stable ou en très légère hausse par rapport à cette année et à un bénéfice par action en hausse d'environ 10 % par rapport au milieu de la fourchette prévue pour 2006. Hier, l'action de Caterpillar a reculé de 14,5 % à 59 \$ à la Bourse de New York.

LPA CANADA

Une sélection d'entreprises canadiennes majeures inscrites à la Bourse de Toronto								
	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
ARC Energy (AET-U)	28,24	-0,16	-0,56	4 784	6,61	31,20	20,45	2,40
▼ ATI Technologies (ATY)	22,04	-0,70	-3,08	42 337	11,31	24,91	14,93	0,00
Banque CIBC (CM)	85,03	-0,20	-0,24	6 732	11,28	86,55	70,05	2,80
Banque Scotia (BNS)	47,87	0,27	0,57	11 778	3,75	49,80	41,55	1,56
Banque TD (TD)	63,70	-0,01	-0,02	19 004	4,20	67,68	54,75	1,92
▼ Barrick Gold (ABX)	33,83	-0,70	-2,03	17 168	4,38	39,69	28,96	0,22
Brookfield Asset (BAM/A)	49,27	0,20	0,41	7 803	26,10	51,60	33,09	0,64
▼ Cameco (CCO)	42,95	-0,85	-1,94	6 523	16,41	49,95	27,34	0,16
Canadian Natural Res. (CNQ)	55,40	0,26	0,47	23 553	-3,87	73,91	43,66	0,30
Canadian Oil Sands (COS-U)	29,74	-0,16	-0,54	11 722	18,02	38,75	20,20	1,20
Canadian Tire (CTC/A)	70,66	0,17	0,24	2 667	1,61	72,00	56,34	0,66
▲ Canadien Pacifique (CP)	61,36	0,99	1,64	7 646	25,97	65,17	45,55	0,75
Enbridge (ENB)	35,99	0,16	0,45	4 529	-0,96	38,82	31,75	1,15
▼ EnCana (ECA)	53,47	-0,75	-1,38	19 961	1,73	64,90	44,96	0,40
▲ Enerplus Resources (ERF-U)	60,07	0,60	1,01	3 185	7,54	66,00	45,79	5,04
▼ Glamis Gold (GLG)	42,79	-1,74	-3,91	15 865	33,84	53,05	22,35	0,00
▼ Goldcorp (G)	26,05	-0,86	-3,20	40 102	0,58	45,99	20,57	0,18
Great-West (GWO)	31,49	0,11	0,35	12 898	2,57	31,65	26,90	0,96
Husky Energy (HSE)	68,01	-0,10	-0,15	8 564	15,27	83,00	51,41	2,00
IGM Financial (IGM)	46,30	0,08	0,17	2 908	0,39	54,10	40,06	1,59
▼ Imperial Oil (IMO)	36,50	-0,43	-1,16	5 735	-5,12	45,20	32,28	0,32
Inco (N)	85,85	0,27	0,32	15 307	70,00	90,60	46,65	0,50
Magna International (MG/A)	84,00	-0,46	-0,55	1 252	0,00	92,10	75,88	1,50
Manuvie (MFC)	36,43	-0,09	-0,25	13 965	6,72	37,56	29,58	0,70
Nexen (NXY)	61,55	-0,30	-0,49	9 117	11,06	71,22	43,77	0,20
Penn West Energy (PWT-U)	41,49	-0,26	-0,62	6 551	9,21	47,77	30,07	4,08
Petro-Canada (PCA)	46,30	-0,40	-0,86	13 594	-0,75	59,40	39,51	0,40
▼ Potash Corp of Sask. (POT)	126,55	-1,45	-1,13	2 778	35,93	128,99	84,76	0,60
Research In Motion (RIM)	123,94	-0,48	-0,39	2 954	61,49	130,00	62,01	0,00
Rogers Comm. (RCI/B)	61,00	-0,25	-0,41	3 477	23,98	62,34	41,69	0,15
Shaw Comm. (SJR/B)	33,21	0,13	0,39	4 761	31,63	34,25	23,18	0,60
▲ Shell Canada (SHC)	32,80	0,47	1,45	7 390	-22,00	47,19	28,90	0,44
Shoppers Drug Mart (SC)	44,40	-0,10	-0,23	2 945	0,96	47,20	38,51	0,48
Sun Life (SLF)	45,85	0,11	0,24	7 861	-1,88	50,65	41,79	1,20
▼ Suncor Energy (SU)	84,41	-2,31	-2,66	22 342	15,13	102,18	57,52	0,32
Talisman Energy (TLM)	18,90	0,11	0,59	37 120	-7,96	24,84	15,89	0,15
▲ Teck Cominco (TCK/B)	80,88	1,95	2,47	13 878	30,35	87,75	46,21	2,00
Telus (T)	60,87	-0,33	-0,54	13 387	27,18	64,74	42,62	1,10
▲ Thomson Corp. (TOC)	45,90	1,09	2,43	7 493	15,73	46,50	39,40	0,87
TransCanada (TRP)	34,96	0,22	0,63	4 965	-4,61	37,90	30,77	1,28

LA PRESSE AFFAIRES

Les faux profits de la SCHL



CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le quotidien torontois *Globe and Mail* a créé toute une commotion, cette semaine, en annonçant que le gouvernement Harper avait l'intention de privatiser la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

De nombreuses voix se sont élevées contre cette idée, et on peut comprendre pourquoi : la SCHL est un des rares organismes gouvernementaux qui rapportent de l'argent, et même beaucoup d'argent : un milliard de profits par année, rapporte le journal torontois. Ce n'est pas tout. À une époque où les citoyens sont de plus en plus désabusés à l'égard de leurs institutions publiques, la SCHL jouit d'une solide crédibilité et elle a la réputation d'être bien administrée. En 2002, elle a même reçu le prix d'excellence du Conference Board pour la qualité de sa gestion.

On voit donc difficilement quel

serait l'intérêt de privatiser un tel joyau. Pour le lobby du logement social et les partis de l'opposition, il vaudrait mieux canaliser les profits de la SCHL vers la construction de logements sociaux.

Il conviendrait d'abord de rappeler que l'article du *Globe and Mail* est largement fondé sur des rumeurs et des spéculations. D'ailleurs, le gouvernement s'est empressé de nier la nouvelle. Diane Finley, la ministre responsable de la Société, a été on ne peut plus claire : « Il ne nous est jamais venu à l'idée de privatiser la

On voit difficilement quel serait l'intérêt de privatiser un tel joyau.

SCHL, a-t-elle déclaré, et les reportages qui disent le contraire sont faux et sans fondement. » La question semble tranchée, du moins pour un temps.

L'incident a cependant débouché sur un déplorable exercice de désinformation, dont le *Globe and Mail* est en partie responsable. Contrairement à ce qu'on a répété à satiété cette semaine, la SCHL ne fait pas de profits et n'a jamais fait de profits. Au contraire, elle coûte une fortune aux contribuables.

La Société a été fondée en 1946 pour répondre aux besoins de logement des militaires canadiens qui rentraient au pays. Avec les années,

son mandat a considérablement évolué. Aujourd'hui, elle s'occupe principalement de financer des logements sociaux, de garantir des hypothèques et d'offrir une assurance hypothécaire ; uniquement en 2005, près de 750 000 logements ont fait l'objet d'un prêt assuré par la SCHL, qui tire l'essentiel de ses profits de cette activité.

Justement, parlons-en, de ces fameux profits.

Le chiffre d'un milliard par année, que nous avons vu plus haut, est pour le moins sujet à caution. En

2005, la Société a déclaré des revenus de 7,3 milliards, et des dépenses de 5,9 milliards. Le bénéfice avant impôts ressort à près de 1,5 milliard. De ce montant, 462 millions ont été payés en impôts. Reste un profit net de un milliard.

Voici maintenant quels ont été les profits nets des quatre années précédentes : 950 millions en 2004, 667 l'année précédente, 544 l'année d'avant, 345 millions enfin en 2001. On conviendra que c'est assez loin d'un milliard par année !

Ce n'est pas tout. La Société reçoit à chaque année des subventions du gouvernement fédéral. Ces subventions sont financées à même

les fonds généraux du gouvernement, c'est-à-dire avec vos taxes.

Or, dans ses livres, la SCHL ajoute ces subventions fédérales à ses revenus. Il ne faut voir là aucun tour de passe-passe comptable. Pour le gouvernement, il s'agit d'une dépense, pour la SCHL, il s'agit d'un revenu. Cette procédure est parfaitement normale ; elle est approuvée par le Bureau de la vérificatrice générale. Tout cela est d'ailleurs clairement indiqué dans les états financiers de la Société ⁽¹⁾.

Or, ces crédits parlementaires comptent pour une partie importante de ses revenus. En fait, sans cet argent, crédits, la SCHL accuserait d'importants déficits année après année.

Ainsi, le rapport annuel de 2005 montre que la SCHL a touché 2,1 milliards en crédits parlementaires cette année-là. Ses revenus que l'on pourrait qualifier d'autonomes, c'est-à-dire provenant de ses activités d'assurances et du rendement sur ses placements, s'élèvent à près de 5,3 milliards. Nous avons vu que ses dépenses, toujours en 2005, ont atteint 5,9 milliards. Les revenus autonomes sont donc insuffisants pour couvrir les dépenses. Privée de ses crédits parlementaires, la SCHL n'aurait pas terminé l'exercice avec un profit de un milliard, mais avec un déficit de 612 millions.

Le même calcul, appliqué aux années précédentes, donne le résul-

tat suivant : déficit de 708 millions en 2004, de 1,1 milliard pour chacune des deux années précédentes, et de 1,3 milliard en 2001.

On remarquera que le déficit baisse avec le temps. C'est parce que les revenus autonomes augmentent plus vite que les crédits parlementaires. En 2001, ces crédits représentaient 45 % des revenus de la SCHL ; quatre ans plus tard, cette proportion était passée à 28 %.

N'empêche : en cinq ans, la SCHL a touché quelque 10 milliards en crédits parlementaires. Sans cette aide publique, la Société aurait accumulé un déficit de 4,7 milliards pendant cette période.

La SCHL a pour mission de s'assurer que tous les Canadiens ont accès à un logement décent. Depuis maintenant 60 ans, elle s'occupe très bien de cette tâche, et il est normal que les administrations publiques contribuent à son financement.

En revanche, de grâce, que l'on ne vienne pas nous faire accroire que la SCHL est rentable et qu'il faudrait consacrer ses « profits » à multiplier les logements subventionnés, alors qu'elle coûte déjà des centaines de millions aux contribuables.

⁽¹⁾ Pour un accès direct et gratuit aux rapports annuels et aux états financiers détaillés de la Société, taper www.cmhc-schl/gc.ca/fr/recherche/recherche-001.cfm

Bon trimestre pour les caisses de retraite

RUDY LE COURS

L'été aura été plus généreux que le printemps pour la plupart des caisses de retraite canadiennes, grâce à la poussée des marchés boursiers.

Le rendement médian d'une caisse ayant 55 % de son actif placé en actions et 45 % en revenus fixes aura été de 4,4 % de juillet à septembre, selon l'univers de la firme Moreau-Sobeco.

Au printemps, le rendement médian avait été de -3,1 %. Ce résultat

désastreux explique qu'après neuf mois, le rendement s'établit à 5,26 % avant frais de gestion.

Ce rendement fait ressortir que la gestion active aura permis de créer de la valeur. Si une caisse de retraite n'avait réalisé que des placements indiciels, elle aurait réalisé une performance de 3,88 % cet été et de 4,89 % depuis le début de l'année.

Le rendement médian correspond à celui qui se classe au milieu d'un échantillon donné.

Dans celui de Moreau-Sobeco qui regroupe plus de 350 fonds communs gérés par plus d'une soixantaine de sociétés de placement, les caisses qui se sont classées dans le premier quartile ont dégagé un rendement de 4,85 % au premier trimestre, contre 3,88 % seulement pour celles qui se classent dans le dernier quart de l'échantillon. Fait assez inusité, la plupart des véhicules de placement ont permis de créer de la valeur.

Du côté des obligations canadiennes,

la médiane se situe à 4,88 % soit à peine au-dessus de l'indice de référence Univers Scotia.

Le rendement médian en actions canadiennes s'est élevé à 2,79 %, contre 1,92 % pour l'indice S&P/TSX.

En résultats rapportés en dollars canadiens, les actions américaines ont procuré un rendement médian de 5,84 %, contre 5,81 % pour l'indice phare S&P 500.

Du côté des actions internationales non américaines, le rendement en

dollars canadiens a atteint 4,34 %, soit un peu plus que l'indice Morgan Stanley Europe, Asie Extrême-Orient.

Fait à signaler, il est rare que les gestionnaires arrivent à créer de la valeur dans chaque grande catégorie d'actif.

Les taux obligataires à long terme ont reculé au troisième trimestre pour revenir à peu près à leur niveau du début d'année.

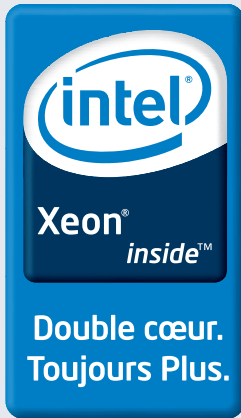
Comme ils servent de mesure pour calculer la valeur du passif d'une caisse de retraite sur une base solvabilité, on peut en déduire que la solvabilité des régimes de retraite s'est améliorée uniquement par des cotisations supplémentaires.



POURQUOI PASSER DES HEURES À CONFIGURER VOS SERVEURS QUAND VOUS POUVEZ LE FAIRE EN SEULEMENT 15 MINUTES ?

Réduire le temps passé sur vos serveurs vous permet de disposer de plus de temps pour améliorer vos affaires. Le nouveau HP BladeSystem, alimenté par le processeur bicœur Intel® Xeon®, vous donne l'avantage nécessaire pour terminer toutes vos tâches plus rapidement. Le logiciel HP Insight Control vous permet de finaliser les tâches de déploiement et d'entretien avec cohérence et fiabilité, à une fraction du temps requis, sans que vous ne mettiez jamais pied dans le centre de données. Plutôt que de courir après les problèmes, terminez vos projets à l'avance. Et vous n'aurez jamais à vous soucier de savoir si les ressources sont physiques ou virtuelles, puisque vous avez le plein contrôle. De plus, au fur et à mesure qu'augmenteront les exigences relatives à vos ressources TI, le nouveau HP BladeSystem vous aidera à les réduire à un niveau gérable.

LE NOUVEAU HP BLADESYSTEM.
MEILLEUR QUE JAMAIS.



Créez une infrastructure TI clés en main gérée de façon optimale. Le nouveau HP BladeSystem. Faites l'expérience de ses avantages. Jetez-y un œil sans plus tarder. Téléchargez dès maintenant le livre blanc gratuit d'IDC intitulé « Forecasting Total Cost of Ownership for Initial Deployments of Server Blades ». www.hp.ca/bladeSystem/fr

Appelez au 1 800 HP INVENT Code de référence E073106

Ou communiquez avec votre revendeur HP autorisé.

